

**Avenant n°1 à la CONVENTION
PETITES VILLES DE DEMAIN
valant CONVENTION CADRE PVD
de la commune de BREUILLET
au sein de l'ORT de CdEA**

Table des matières

PARTIE 1 : CONVENTION PVD	4
Article 1 - Objet de la convention cadre.....	5
Article 2 – Les ambitions du territoire.....	6
Article 3 – Les orientations stratégiques	8
Article 4 – Le plan d’actions.....	9
Article 5 – Modalités d’accompagnement en ingénierie	12
Article 6 - Engagements des partenaires.....	12
Article 7 – Gouvernance du programme Petites villes de demain	15
Article 8 - Suivi et évaluation du programme.....	15
Article 9 - Résultats attendus du programme	16
Article 10 – Utilisation des logos	18
Article 11 – Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité.....	18
Article 12 – Evolution et mise à jour du programme	18
Article 13 - Résiliation du programme.....	19
Article 14 – Traitement des litiges.....	19
PARTIE 2 : LA STRATEGIE DE REVITALISATION A BREUILLET	20
Annexe 1 – Orientations stratégiques	21
Annexe 2 –Présentation du ou des périmètres des secteurs d’intervention des ORT.....	22
Annexe 3 – Fiches actions.....	23
REQUALIFICATION DE LA FRICHE INDUSTRIELLE DU PONT DES GAINS.....	24
ETUDE URBAINE POUR LE REAMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE.....	28
ETUDE DE FAISABILITE SUR CERTAINS ILOTS DU CENTRE-VILLE	30
LANCEMENT D’UNE ETUDE CIRCULATION ET MOBILITE	32
FAVORISER LA MARCHÉ ET RENFORCER LA PLACE DU PIETON.....	35
DEVELOPPEMENT DE LA MOBILITE CYCLABLE	37
DEPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGES POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES	39
RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX	41
DEPLOIEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES.....	44
ADAPTATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITE	47
DEFINITION DE LA STRATEGIE DE REVITALISATION COMMERCIALE	49
APPELS A PROJET POUR LA REHABILITATION DE LOCAUX VACANTS	51
MISE EN PLACE D’UN DAACL INTEGRE AU SCOT DE CDEA	53
ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE.....	56
MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME SESAME.....	58
AMENAGEMENT D’UN PARC SUR LE SITE DU PONT DES GAINS	61
CREATION D’UN ESPACE DE VIE SOCIALE EN CENTRE-VILLE	63
CREATION D’UNE RESIDENCE SENIORS ET DE LOGEMENTS INCLUSIFS	Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée e-egalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

RENFORCER L'ACCES AUX SOINS ET FACILITER L'IMPLANTATION DE PROFESSIONNELS DE SANTE..	68
RECENSEMENT, RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE COMMUNAL.....	70
RESTAURATION DE L'ŒUVRE EN CERAMIQUE LA FRISE DU TRAVAIL	72
MUTUALISATION DES EQUIPES DE POLICE MUNICIPALE	75
RENFORCER LA VIDEOPROTECTION DES ESPACES PUBLICS	77
SECURISER L'ESPACE PUBLIC ET PREVENIR LES RISQUES	79
Annexe 4 – Maquette financière 2023.....	81
Annexe 5 – Banque des territoires	88
Annexe 6 – Cartographie des actions.....	89

PARTIE 1 : CONVENTION PVD

Avenant n°1 à la CONVENTION PETITES VILLES DE DEMAIN valant CONVENTION CADRE PVD de la commune de BREUILLET au sein de l'ORT de CdEA

ENTRE

La Commune de Breuillet

Représenté par son maire Véronique MAYEUR, autorisée à l'effet des présentes suivant délibération en date du 22 mars 2023,

L'EPCI Cœur d'Essonne Agglomération

Représenté par son président Eric BRAIVE, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération communautaire en date du 8 avril 2021,

Ci-après désignées par les « Collectivités bénéficiaires »,

D'une part,

ET

L'État,

Représenté par Bertrand Gaume, Préfet de l'Essonne,

Ci-après désigné par « l'État » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée eSgallite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

Préambule

Le gouvernement a souhaité que le programme Petites villes de demain donne aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, respectueuses de l'environnement, où il fait bon vivre.

Cette démarche s'inscrit directement dans le cadre des contrats territoriaux de relance et de transition écologique.

Ce programme constitue une boîte à outils au service des territoires, dans le cadre du plan de relance et de la conduite des grandes transitions économiques, écologiques, numériques, et démographiques.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme Petites villes de demain appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués, au-delà de celles de l'Etat et des partenaires financiers du programme.

Article 1 - Objet de la convention cadre

Le programme Petites villes de demain doit permettre aux petites centralités d'accélérer leur transformation pour répondre à leurs enjeux actuels et futurs, en leur proposant une offre de service « sur-mesure » mobilisable en fonction de leurs besoins. De plus, le programme favorise l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre ses parties prenantes, au service des dynamiques territoriales renforcées par le Plan de relance.

Pour réussir ces grandes transitions, le programme Petites villes de demain est enrichi par la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La convention cadre précise les ambitions retenues pour le territoire, son articulation avec le CRTE, et l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés.

La convention précise l'ensemble des engagements des différents partenaires pour la période du programme 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

La commune de BREUILLET et Cœur d'Essonne Agglomération ont souhaité s'engager conjointement dans le programme Petites villes de demain, selon les termes de la **convention d'adhésion en date du 11 mai 2021**.

Cœur d'Essonne Agglomération est située au sud de Paris en plein cœur du Département de l'Essonne, entre les axes structurants de l'Autoroute A6 (Morsang-sur-Orge et Fleury Mérogis), de la RN 20 (Arpajon) et la Francilienne (RN 104) ainsi que la RD 19. De ce fait, elle constitue un territoire équilibré entre « ville et campagne » qui conserve une dimension humaine et un cadre de vie privilégié.

La commune de Breuillet, qui compte 8882 habitants au 1^{er} janvier 2023 (recensement 2020), est située à une quarantaine de km de Paris et à 7 km du Parc Naturel Régional du Gâtinais sur le plateau de l'Hurepoix. La commune est desservie par la ligne C du RER et compte deux gares Breuillet-Bruyères et Breuillet Village. Cette dernière est située à proximité du centre-ville et d'une ancienne friche industrielle, le site du Pont des Gains. Les thématiques de travail de Breuillet sont multiples (habitat, commerce, biodiversité et nature, mobilités, sécurité...) et le programme Petites Villes de Demain, basé sur un plan d'actions opérationnelles, va lui permettre de répondre à de nombreux défis.

Sur la base du projet de territoire, le programme Petites villes de demain décline, par orientation stratégique, des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme pour le renforcement des fonctions de centralité au bénéfice de la qualité de vie de ses habitants et des territoires alentours, dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique. Le programme mobilise dans la durée les moyens des partenaires publics et privés.

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E/égalité.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

Le contenu de la présente convention est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux. C'est une convention évolutive et pluriannuelle sur la période du programme 2021-2026. Elle fera l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances et d'impact, notamment sur ses fonctions de centralité.

En décembre 2019, Cœur d'Essonne Agglomération et 8 communes avaient signé avec l'Etat une convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT). Le centre-ville de Breuillet faisait partie intégrante de cette ORT avec la mise en évidence d'enjeux forts de revitalisation.

En 2022, la commune de Breuillet a approuvé l'avenant 1 à la convention d'ORT visant à prendre en compte l'entrée de Breuillet dans le dispositif Petites Ville de Demain. Les objectifs définis dans la convention d'adhésion PVD sont cohérents avec ceux définis dans l'ORT et viennent les compléter.

Dans ce contexte, la convention d'ORT chapeau préexistante est conservée.

Le secteur d'intervention ORT sur la commune est maintenu à l'identique de sa définition déjà inscrite dans l'ORT de 2019 de CdEA, et le plan de financement du projet PVD ne modifie pas l'économie générale de l'ORT. Le présent contrat forme ainsi l'avenant n°1 à la convention cadre PVD.

Article 2 – Les ambitions du territoire

Le projet de territoire porte l'ambition politique et stratégique du territoire. Il relie l'histoire du territoire avec ses réalités présentes et sa trajectoire dans la transition pour construire un avenir durable. La vision stratégique constitue la colonne vertébrale du projet de territoire ; elle donne un sens commun aux actions et à l'engagement des acteurs. L'élaboration d'une vision stratégique suppose :

- *D'identifier les enjeux du territoire à l'aune de la transition écologique et de la cohésion territoriale transversaux et interdépendants, les forces et faiblesses, et de favoriser l'articulation entre les différentes dimensions qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives, relatives à la santé, etc. en favorisant les synergies et les complémentarités entre les territoires ;*
- *De les décliner en orientations stratégique et en plans d'actions.*

Cette vision peut être élaborée suivant différentes méthodes en s'appuyant sur l'existant (PLUi, PLH, SCOT, SDAASAP, SRDEII, SRADDET...). Elle se construit et doit être partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux – acteurs socio-économiques, associations, habitants, collectivités territoriales, Etat, etc. Associer en amont les acteurs socio-économiques et les habitants, usagers du territoire, est un gage de partage de la vision stratégique et de l'émergence de porteurs de projets engagés.

La vision stratégique du territoire est évolutive ; elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les événements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté.

Cœur d'Essonne Agglomération a pour ambition un développement harmonieux du territoire défini dans son Projet de territoire adopté le 15 janvier 2019 et son SCoT approuvé le 12 décembre 2019. A travers les objectifs spatialisés et chiffrés de limitation de l'étalement urbain, de règle de densité minimum pour favoriser la densification et le renouvellement urbain, la préservation des terres agricoles, avec notamment le déploiement de fermes agricoles biologiques participant à la mise en œuvre du projet Sésame et de la transition agricole et alimentaire, à travers également ses grands projets de développement économique à l'instar de la reconversion de la Base Aérienne 217, de Val Vert Croix Blanche ou du pôle d'excellence Ter@tec, pour maintenir et créer localement des emplois et améliorer l'offre de transport, tout en préservant l'environnement, Cœur d'Essonne pose un cadre réglementaire que devront respecter les communes dans leurs projets et documents d'urbanisme.

Le CRTE de Cœur d'Essonne a vocation à définir une stratégie territoriale dans les champs de la relance de la transition écologique à l'échelle du périmètre intercommunal. Le CRTE s'appuie sur un diagnostic transversal et un

état des lieux écologique du territoire partagé qui permet de mettre en perspective les forces et les faiblesses du territoire avec les priorités stratégiques et le programme d'actions. Les grands objectifs du CRTE, en cohérence avec le projet de territoire de CDEA sont :

- Décliner une politique ambitieuse en matière de résilience et de soutenabilité du territoire
- Limiter l'étalement urbain, densifier et lutter contre l'artificialisation des sols
- Favoriser les transitions agricoles et alimentaires
- Promouvoir un développement économique durable, pourvoyeur d'emplois locaux
- Améliorer les conditions de déplacement et de mobilités et favoriser leur décarbonation
- Dans le cadre des dispositifs du plan de relance, de la transition écologique et numérique, définir des objectifs d'adaptation des services aux publics

L'ORT de Cœur d'Essonne s'intègre dans le CRTE de CdEA en tant que déclinaison de celui-ci.

Dans ce contexte, la ville de Breuillet a bâti son plan d'actions opérationnelles à décliner tout au long du programme Petites Villes de Demain. Ce plan d'actions vise à redynamiser le territoire tout en engageant les grandes transitions écologiques à mener. Il s'inscrit ainsi dans une démarche stratégique de revitalisation portée par une ambition politique qui a pour objectifs de maintenir le cadre de vie privilégié de Breuillet tout en inscrivant les projets de territoire dans une démarche plus vertueuse.

L'élaboration de diagnostics variés a permis d'identifier les grands enjeux du territoire, ses forces et ses faiblesses. L'analyse de ces enjeux permet de bâtir une stratégie de revitalisation qui croise différentes thématiques et en articule les différentes dimensions, notamment écologiques, économiques, sociales et solidaires.

Enjeux pour la ville de Breuillet

Au cours des diagnostics réalisés, les grands enjeux suivants se sont détachés :

Habitat

- Renforcer l'offre d'habitat privé, social et inclusif, tout en maîtrisant l'extension urbaine et en préservant les espaces naturels, agricoles et boisés.
- Rénover et adapter l'habitat privé et social sur le territoire.

Commerce

- Accompagner les commerces dans leurs transitions et renforcer l'offre commerciale de proximité.

Accessibilité et mobilité

- Renforcer l'accessibilité du centre-ville et encourager la mobilité durable en aménageant notamment des liaisons douces et des voies cyclables.

Transition écologique, prévention des risques

- Enclencher les grandes transitions écologiques nécessaires à la lutte contre le réchauffement climatique et à la lutte contre l'effondrement de la biodiversité.
- Prévenir les risques dans l'espace public (inondations et autres risques naturels, sécurisation des déplacements...).

Accès aux services et ville inclusive

- Adapter la ville au vieillissement de la population en développant notamment des services dédiés.
- Développer et pérenniser l'offre de santé afin de faciliter l'accès aux soins pour tous.

Plan d'actions

Le projet de territoire de la commune, bâti autour de 24 actions stratégiques, vise donc à renforcer l'attractivité de la ville de Breuillet en proposant du logement accessible à tous, en renforçant l'offre de commerces de proximité, en facilitant les déplacements et les mobilités au sein du territoire, en proposant un cadre de vie privilégié ménageant une place importante à la nature et aux espaces de fraîcheur et de respiration, en valorisant les espaces publics et le patrimoine communal, et en travaillant sur la maîtrise des risques spécifiques au territoire.

Articulation du projet avec les documents de planification

La définition du projet de territoire s'appuie et se coordonne avec les documents d'urbanisme et de planification suivants :

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée [egalite.com](https://www.egalite.com)

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

- Projet de Territoire de Cœur d'Essonne Agglomération, adopté le 15 janvier 2019
- SCoT, approuvé le 12 décembre 2019
- PLU de la commune, en cours de révision, avec une approbation prévue le 4 octobre 2023
- PLH de Cœur d'Essonne Agglomération, adopté le 12 décembre 2019
- Bilan carbone de Cœur d'Essonne Agglomération, adopté en 2018
- Schéma directeur de développement des énergies renouvelables et de récupération, approuvé au Conseil Communautaire du 11 février 2021
- PCAET en cours d'élaboration
- DAACL en cours d'élaboration
- Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de Cœur d'Essonne Agglomération, approuvé le 16 février 2023
- Plan vélo pour la période 2021-2023, adopté par le Conseil Communautaire du 17 décembre 2020

Le projet de revitalisation de Breuillet s'articule finement avec les objectifs de chacun de ces documents afin de s'inscrire en totale concordance avec le projet de territoire supra-communal et de bénéficier des acquis des diagnostics précédents tout en associant tous les acteurs du territoire.

Ainsi, sur la thématique habitat, la création de logements répond aux objectifs du PLH de CDEA tout en respectant l'objectif 2 du CRTE notamment vis-à-vis de la limitation de l'étalement urbain et de la lutte contre l'artificialisation des sols. De la même manière, le projet de revitalisation commerciale de Breuillet est en cohérence avec l'objectif 4 du CRTE et l'ORT CDEA, en s'attachant au renforcement du commerce de proximité et au développement d'une économie locale. Cette revitalisation commerciale s'appuie par ailleurs sur le DAACL en cours d'élaboration. Enfin, le développement des énergies renouvelables à Breuillet (grand enjeu 4) répond aux objectifs communs du CRTE et du Schéma directeur de développement des EnR&R de CDEA tout en s'inscrivant dans un contexte identifié comme favorable à l'issue des diagnostics.

Article 3 – Les orientations stratégiques

La présente convention valide les orientations stratégiques définies dans le cadre de la convention d'adhésion PVD. Les premiers diagnostics et l'identification des enjeux ont cependant permis de reformuler certaines de ces orientations afin de répondre de manière plus précise aux besoins du territoire :

- **Orientation 1 : Un aménagement durable et attractif pour les habitants de notre cœur de ville**
- **Orientation 2 : Une circulation apaisée et des mobilités douces repensées**
- **Orientation 3 : Un engagement fort autour de la transition écologique et énergétique de nos projets**
- **Orientation 4 : Une redynamisation de nos commerces de proximité**
- **Orientation 5 : Une nature qui réinvestit nos espaces publics**
- **Orientation 6 : Une ville inclusive et une offre de santé accessible à tous**
- **Orientation 7 : Une valorisation de notre patrimoine**
- **Orientation 8 : Une sécurisation de nos espaces publics**

En cas d'évolution des orientations ou objectifs en cours de programme, elles seront validées par le comité de pilotage, et feront l'objet d'un avenant à la présente convention. L'évolution des actions ne fait pas l'objet d'avenant (point suivant).

Ces orientations stratégiques s'inscrivent en cohérence avec les thématiques des grands enjeux identifiés lors des diagnostics.

La **thématique habitat** est une thématique transverse traitée au sein des orientations stratégiques 1 et 6 qui prévoient notamment la construction de logements neufs (EcoQuartier du Pont des Gains), la réhabilitation et l'adaptation des logements anciens (étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU et mobilisation de l'OPAH intercommunale) et la création de logements spécifiques, dédiés aux seniors et à l'habitat inclusif (Quartier du Pont des Gains).

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée egalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

Sur le futur EcoQuartier du Pont des Gains, ce sont environ 450 logements qui verront le jour avec 30 % de logements sociaux dédiés notamment à l'habitat sénior et au logement inclusif.

La mobilisation de l'OPAH intercommunale pour la rénovation énergétique et l'adaptation du parc de logements privés reste un enjeu fort avec 30 % de propriétaires occupants potentiellement éligibles sur la commune. La phase 2 de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU aura pour objectifs de renforcer le recours à l'OPAH.

Article 4 – Le plan d'actions

Le plan d'actions est la traduction opérationnelle du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux. Ce document évolutif consiste en la compilation des fiches actions validées, et éventuellement de la liste des projets en maturation ; il est transmis à chaque évolution à l'ANCT (délégation territoriale et direction de programme) à des fins de suivi.

Les évolutions du plan d'actions sont examinées et validées au fil de l'eau par le comité de projet, sans nécessité d'avenant de la présente convention.

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée [egalite.com](https://www.egalite.com)

99_DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

Déclinaison du plan d'actions opérationnelles élaboré par la ville de Breuillet et ses partenaires

Pilier 1 : Un aménagement durable et attractif pour ses habitants de notre cœur de ville	
Fiche 1	Requalifier la friche industrielle du Pont des Gains pour un projet d'aménagement d'EcoQuartier
Fiche 2	Réaliser une étude urbaine pour l'aménagement, la désimperméabilisation et la végétalisation de la place de l'église, de la place du marché et du parking Fleury
Fiche 3	Lancer une étude de faisabilité sur des ilots du centre-ville ciblés dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU
Pilier 2 : Une circulation apaisée et des mobilités douces repensées	
Fiche 4	Lancer une étude de circulation, trafic, stationnement et mobilités douces sur le centre-ville
Fiche 5	Favoriser la marche et renforcer la place du piéton en centre-ville
Fiche 6	Développer et conforter la mobilité cyclable à Breuillet
Fiche 7	Encourager le développement des véhicules moins polluants en installant des bornes de recharges électriques dans le centre-ville
Pilier 3 : Un engagement fort autour de la transition écologique et énergétique de nos projets	
Fiche 8	Réaliser des diagnostics énergétiques des bâtiments communaux dans le cadre du décret tertiaire et mettre en œuvre les travaux de rénovation énergétique de nos bâtiments publics
Fiche 9	Développer les énergies renouvelables sur la commune
Fiche 10	Anticiper l'arrivée de nouvelles populations en redimensionnant nos équipements publics de proximité (Maison des Larris, groupes scolaires, accueil de loisir C. Magné, gymnase, Oxyjeunes)
Pilier 4 : Une redynamisation de nos commerces de proximité	
Fiche 11	Réaliser un diagnostic de l'offre commerciale et lancer une étude pour définir la stratégie de revitalisation commerciale
Fiche 12	Lancer un appel à projet pour la restructuration de locaux vacants et l'implantation de commerces et services (Gare Breuillet Village et bâtiment Orange)
Fiche 13	Mettre en place une protection réglementaire des linéaires commerciaux (DAACL de CDEA) et définition des locaux commerciaux à cibler prioritairement dans le cadre de la foncière commerciale
Pilier 5 : Une nature qui réinvestit nos espaces publics	
Fiche 14	Engager des actions en faveur de la biodiversité dans le centre-ville (Végétalisation, atlas de la biodiversité communale, préservation de la trame noire)
Fiche 15	Mettre en œuvre le programme Sésame (Identification du foncier potentiel, développement des circuits courts, travail sur la restauration collective)
Fiche 16	Aménagement d'un parc dédié à la préservation de la biodiversité et à la restauration d'une zone humide au sein du futur quartier du Pont des Gains
Pilier 6 : Une ville inclusive et une offre de santé accessible à tous	
Fiche 17	Proposer un espace de vie sociale en centre-ville : développer des actions collectives, des permanences de nos partenaires, un point d'info numérique et y proposer un espace de télémedecine
Fiche 18	Créer une résidence seniors en cœur de ville et proposer des logements inclusifs
Fiche 19	Renforcer l'accès aux soins et faciliter le regroupement de professionnels de santé et de services de proximité en centre-ville
Pilier 7 : Une valorisation de notre patrimoine	
Fiche 20	Recensement, restauration et mise en valeur du patrimoine communal
Fiche 21	Restaurer l'œuvre en céramique La Frise du Travail
Pilier 8 : Une sécurisation de nos espaces publics	
Fiche 22	Mutualiser les équipes de Police Municipale avec la ville de Bruyères le Châtel
Fiche 23	Renforcer la vidéoprotection de nos espaces publics et renouveler progressivement le parc avec des équipements infrarouge
Fiche 24	Sécuriser le domaine public : passages piétons, passages à niveaux, intersections...

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée [egalite.com](https://www.egalite.com)

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

4.1 Les actions

Les actions du programme Petites villes de demain sont décrites au travers des **24 fiches actions** présentées en annexe.

Ces actions présentent des niveaux de maturité différents, d'un niveau en projet à un niveau fini. Le plan d'actions présenté dans le présent document pourra donc être amené à évoluer en fonction des évolutions de la stratégie de revitalisation du territoire.

A ce stade, les actions les plus matures et prioritaires décrites dans le plan d'actions sont les suivantes :

- Requalifier la friche industrielle du Pont des Gains pour un projet d'aménagement d'EcoQuartier
- Réaliser une étude urbaine pour l'aménagement, la désimperméabilisation et la végétalisation de la place de l'église et de la place du marché et du parking Fleury
- Lancer une étude de faisabilité sur des ilots du centre-ville ciblés dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU
- Lancer une étude de circulation, trafic, stationnement et mobilités douces sur le centre-ville
- Encourager le développement des véhicules moins polluants en installant des bornes de recharges électriques dans le centre-ville
- Réaliser des diagnostics énergétiques des bâtiments communaux dans le cadre du décret tertiaire et mettre en œuvre les travaux de rénovation énergétique de nos bâtiments
- Développer les énergies renouvelables sur la commune
- Réaliser un diagnostic de l'offre commerciale et lancer une étude pour définir la stratégie de revitalisation commerciale
- Mettre en place une protection réglementaire des linéaires commerciaux (DAACL de CDEA et définition des locaux commerciaux à cibler prioritairement dans le cadre de la foncière commerciale)
- Engager des actions en faveur de la biodiversité dans le centre-ville (Végétalisation, atlas de la biodiversité communale, préservation de la trame noire)
- Mettre en œuvre le programme Sésame (Identification du foncier potentiel, développement des circuits courts, travail sur la restauration collective)
- Proposer un espace de vie sociale en centre-ville : développer des actions collectives, des permanences de nos partenaires, un point d'info numérique et y proposer un espace de télémedecine
- Renforcer l'accès aux soins et faciliter le regroupement de professionnels de santé et de services de proximité en centre-ville
- Restaurer l'œuvre en céramique La Frise du Travail
- Mutualiser les équipes de Police Municipale avec la ville de Bruyères le Châtel
- Renforcer la vidéoprotection de nos espaces publics et renouveler progressivement le parc avec des équipements infrarouge
- Sécuriser le domaine public : passages piétons, passages à niveaux, intersections...

Il s'agit ici des actions engagées en 2022 et poursuivies en 2023 et des actions qui seront engagées en 2023 et poursuivies en 2024 pour celles qui s'inscrivent dans une plus longue temporalité.

L'inscription formelle des actions dans le programme PVD est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'État, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Les actions prêtes, validées en comité de projet PVD, sont adressées à chacun des financeurs appelés à se prononcer dans leurs propres instances décisionnelles.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la Direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée eSgalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

Chaque fin d'année, une synthèse financière des contributions obtenues des différents financeurs est présentée en comité de projet, et transmise à la direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT.

4.2. Projets en maturation

Des projets, de niveaux de maturité différents peuvent être listés en annexe du plan d'action. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés au plan d'action, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Article 5 – Modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie : les partenaires financiers (l'ANCT, la Banque des territoires, le Cerema, l'Ademe...), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme... pour les différentes phases du programme (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectue selon les modalités de saisines et de contractualisation propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant cette convention, la commune de Breuillet assume son rôle de centralité au bénéfice de la qualité de vie des habitants de la commune et des territoires alentours, et sa volonté de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique.

La commune signataire s'engage à désigner dans ses services un chef de projet PVD responsable de l'animation du programme et de son évaluation. La cheffe de projet Petites Villes de Demain a pris son poste le 10 janvier 2022 et anime depuis le programme Petites Villes de Demain sur la commune.

La commune signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement

avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature de la convention cadre, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du programme et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du programme, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au programme, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

L'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du programme, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du programme.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du programme.

L'État soutient l'ingénierie des collectivités par le cofinancement via le FNADT de postes de chefs de projet, en complément des crédits apportés par les opérateurs partenaires du programme. Il s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le programme, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ANCT peut accompagner les territoires en conseil et ingénierie, via ses différents programmes d'intervention (France Service, tiers-lieux, ...) et dans ses domaines d'expertise comme la revitalisation commerciale. L'ANCT soutient également les projets par le pilotage du programme Petites villes de demain, et en particulier du Club ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- L'Anah peut apporter un accompagnement aux différentes phases d'une stratégie en matière d'amélioration de l'habitat pour des interventions intégrant les thématiques spécifiques relevant de ses priorités (la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, la fragilisation et dégradation des copropriétés, le vieillissement de la population, tant en phase pré-opérationnelle qu'opérationnelle. Cet accompagnement peut être destiné aux propriétaires (occupants ou bailleurs), syndicats de copropriétaires, collectivités ou opérateurs immobiliers ;
- Le Cerema peut apporter un appui pour l'élaboration des projets de territoires et des plans d'action, ainsi que pour la phase de mise en œuvre et d'évaluation et dans ses domaines d'expertise (par exemple, la stratégie foncière et d'aménagement durable, la transition écologique, les mobilités, la revitalisation économique et commerciale) ;
- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de

transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du programme.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs sont portées en annexe 3.

6.6. Engagements des autres opérateurs publics

Un ou des opérateurs publics s'engage-nt à désigner dans leurs services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Ce ou ces opérateurs publics s'engage-nt à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du programme, compatibles avec leurs politiques publiques et cadres d'intervention.

6-6-1. Banque des Territoires

Voir annexe 5

6.7. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

6.8. Maquette financière

La maquette financière pluriannuelle est établie à la signature de la convention cadre.

Elle est mise à jour au fil de l'eau et présentée au comité de projet. La maquette financière annuelle (consolidation au 31 décembre) est adressée chaque année en janvier au préfet de département ainsi qu'à la direction de programme PVD de l'ANCT. Pour la première année, la maquette financière annuelle est adressée à la direction de programme PVD de l'ANCT en même temps que la convention cadre.

La maquette financière pour 2023 figure en annexe 4.

La maquette financière récapitule les engagements des signataires du contrat sur la période contractuelle, et valorise les engagements financiers des partenaires, en précisant les montants :

- Des crédits du plan France relance ;
- Des crédits contractualisés (nouveaux engagements) ;
- Des crédits valorisés (rappels des engagements antérieurs et des dispositifs articulés non intégrés) ;
- Des actions financées par des conventions ad hoc avant la signature du programme ;
- L'engagement d'un comité des financeurs donnant sa validation des actions.

Les différents financeurs instruiront dans les meilleurs délais les demandes de participation, selon leurs modalités.

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée e-égalité.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

internes de validation pour les actions entrant dans leur champ de compétence.

Le montant global des opérations démarrées ou achevées en 2023 s'élève à 18 527 644 €

Les subventions correspondantes obtenues s'élèvent à 5 626 998 €

Article 7 – Gouvernance du programme Petites villes de demain

Les collectivités porteuses mettent en place une gouvernance pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, en association étroite avec l'Etat, confirmant (et ajustant si nécessaire) le fonctionnement installé à l'occasion de la convention d'adhésion pour l'élaboration de la stratégie.

Cette gouvernance est intégrée à la gouvernance mise en place pour le Contrat de relance et de transition écologique.

Comité de projet

Sont systématiquement invités au comité de projet les représentants de l'exécutif de la ville et de l'agglomération, des services de l'Etat, de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, de l'Anah, du Cerema, de l'ADEME, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du programme Petites villes de demain, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du programme, sur la base des indicateurs de suivi et d'une synthèse financière ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions, y compris financièrement (actualisation du plan de financement) ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du programme en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...) ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

Le chef de projet PVD désigné alimente le comité de pilotage et en particulier :

- Veille en détail au bon déroulement des actions prévues au programme, vérifie l'avancement des dossiers, analyse les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établit le tableau de suivi de l'exécution ;
- Met en place les outils d'évaluation et analyse les résultats des évaluations ;
- Propose les évolutions des fiches orientations ;
- Propose les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches actions.

Comités techniques

Des comités techniques préalables, soit transversaux, soit thématiques, permettent de préparer les comités de projet en amont, avec l'appui des partenaires.

Article 8 - Suivi et évaluation du programme

Un tableau de bord de suivi du programme est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour par le chef de projet PVD. Il est examiné par les services de l'Etat et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins, et mis à disposition auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du programme, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation du programme.



national PVD.

Article 9 - Résultats attendus du programme

Les résultats seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action.

Orientation 1 : UN AMENAGEMENT DURABLE DE NOTRE CŒUR DE VILLE

Indicateur	Objectif
Concertation publique et avec les élus pour définir les projets d'aménagement (nombre de réunions menées)	Coconstruire l'aménagement avec les acteurs et les habitants du territoire pour répondre aux besoins présents et futurs
Réintroduction de la nature en ville (nombre d'arbres plantés et de m² aménagés pour la nature)	Lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur urbain et agir en faveur de la réintroduction de la biodiversité en ville
Désartificialisation et désimperméabilisation : nombre de m² désimperméabilisés	Gestion des risques en lien avec le dérèglement climatique : lutte contre les îlots de chaleur urbain et contre les inondations
Nombre de logements produits/an, soit en constructions neuves, soit par réhabilitation du parc de logements existants	Articulation entre les opérations de construction et de réhabilitation, phasage des opérations, de façon adaptée au marché de l'immobilier résidentiel (Cf. fiches action 1 et 3)

Orientation 2 : UNE CIRCULATION APAISEE ET DES MOBILITES DOUCES REPENSEES

Indicateur	Objectif
Création d'itinéraires doux : nombre d'itinéraires créés, cartographiés et jalonnés	Encourager les mobilités durables et actives sur le cœur de ville
Mise en place d'une zone partagée, apaisée	Faire revenir et sécuriser les piétons en centre-ville en lui accordant une plus grande place.
Nombre d'aménagements réalisés en faveur de la mobilité cyclable : - nombre de stationnements vélos, - nombre de bornes de réparation - nombre de vélos électriques	Développer et faciliter la mobilité cyclable en implantant du stationnement, des bornes de réparation et en mettant à disposition des vélos électriques.
Nombre de bornes de recharges électriques en centre-ville	Encourager le développement des véhicules moins polluants en installant des bornes de recharge électriques dans le centre-ville (cf. Fiche action 7)

Orientation 3 : UN ENGAGEMENT FORT AUTOUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE DE NOS PROJETS

Indicateur	Objectif
Classe énergétique avant et après travaux d'amélioration (réduction en kw/h)	Améliorer le confort thermique et la qualité d'usage des bâtiments communaux, réduire les consommations énergétiques dans les bâtiments communaux tout en réduisant la consommation de ressources, notamment grâce à la rénovation énergétique des bâtiments
Implantation d'énergies renouvelables sur la	Engager la transition énergétique du territoire et

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée [egalite.com](https://www.egalite.com)

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

commune (description du mix énergétique développé)	réduire la dépendance énergétique de la commune.
--	--

Orientation 4 : UNE REDYNAMISATION DE NOS COMMERCES DE PROXIMITE

Indicateur	Objectif
Santé commerciale (nombre de locaux vacants, nombre de nouveaux commerces, développement du marché...)	Revitaliser et développer l'offre commerciale pour redynamiser le cœur de ville
Mesures de protection et maîtrise de locaux commerciaux	Protéger l'offre commerciale de proximité et maîtriser certains locaux pour faire évoluer l'offre
Nombre d'opérateurs ayant répondu à l'AMI, et nb d'opérateurs retenus	Projet pour la restructuration de locaux vacants et l'implantation de commerces et services (Gare Breuille Village et bâtiment Orange) cf. fiche action 12

Orientation 5 : UNE NATURE QUI REINVESTIT NOS ESPACES PUBLICS

Indicateur	Objectif
Augmentation de la biodiversité sur la commune (retour et pérennisation de certaines espèces, observations en augmentation...). Recensement et décompte des nouvelles surfaces plantées en pleine terre (en nombre et en m²)	Réintroduire la nature en ville et préserver la biodiversité à toutes les échelles
Implantation d'une ferme maraîchère sur le territoire	Produire sur le territoire des fruits et légumes biologiques afin de permettre l'accès à des produits sains et locaux au plus grand nombre
Mise en œuvre de circuits courts (restauration collective, restaurants, épicerie...)	Permettre l'accès aux habitants de la ville à des produits sains et de qualité, produits à moins de 100 km

Orientation 6 : UNE VILLE INCLUSIVE ET UNE OFFRE DE SANTE ACCESSIBLE A TOUS

Indicateur	Objectif
Fréquentation de l'espace de vie sociale et de la télémedecine (occupation de la salle, nombre de téléconsultations...) Retour qualitatif des habitants sur l'EVS et les actions mises en place	Développer une cohésion intergénérationnelle forte et faciliter l'accès à des activités collectives, aux soins et à un espace numérique
Création de logements seniors et occupation de ces logements (nombre de logements créés et occupés)	Adapter la ville au vieillissement de sa population et faciliter l'accès des seniors à un logement plus adapté
Développement d'un cabinet médical avec l'implantation de nouveaux médecins généralistes (nombre de nouveaux médecins implantés sur le territoire)	Permettre l'accès aux soins à tous et lutter contre la désertification médicale

Orientation 7 : UNE VALORISATION DE NOTRE PATRIMOINE

Indicateur	Objectif
Restauration de l'œuvre La Frise du Travail	Restaurer le patrimoine communal et le mettre au cœur de l'animation afin de redynamiser le cœur de ville
Restauration de l'église	

Orientation 8 : UNE SECURISATION DE NOS ESPACES PUBLICS

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée egalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

Indicateur	Objectif
Interventions rapides et efficaces de la police municipale Présence renforcée de la police municipale lors d'évènements	Sécuriser la population dans la vie de tous les jours et lors d'évènements
Nombre de passages piétons, rues et intersections sécurisées	Sécuriser les circulations piétonnes dans la ville et aux abords des écoles

Les objectifs détaillés et les indicateurs propres à chaque action sont précisés dans chaque fiche action en annexe 2.

Article 10 – Utilisation des logos

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique afférente, pour toute la durée du Contrat afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

La/les commune(s) sont invitées faire figurer le panneau signalétique Petites villes de demain en entrée de ville (modèle disponible en ligne).

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- identifiant clairement le lien avec le programme Petites villes de demain : logo ANCT/PVD et mention « L'Etat s'engage pour l'avenir des territoires » (modèle disponible en ligne);
- ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.

Article 11 – Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité

L'entrée en vigueur du programme est effective à la date de signature du présent contrat, jusqu'à mars 2026.

Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

La présente convention est publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI signataire. Elle est transmise pour information au DDFIP ainsi qu'à l'ANCT. Elle pourra faire l'objet d'une mise en ligne, au niveau local et par l'ANCT.

Article 12 – Evolution et mise à jour du programme

Le programme est évolutif. Le corps de la convention et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un

commun accord entre toutes les parties signataires du programme et après avis du comité de projet. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou de l'intitulé des orientations, de leurs objectifs et indicateurs.

Article 13 - Résiliation du programme

D'un commun accord entre les parties signataires du programme et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin à la présente convention.

Article 14 – Traitement des litiges

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.

A défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du Tribunal administratif de Versailles à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Versailles.

Signé à xxxx le xxx

Bertrand Gaume
Préfet de l'Essonne

Véronique Mayeur
Maire de Breuillet

Eric Braive

Président de la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée e-egalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

PARTIE 2 : LA STRATEGIE DE REVITALISATION A BREUILLET

Sommaire des annexes

Annexe 1 – Orientations stratégiques

Annexe 2 –Présentation du ou des périmètres des secteurs d'intervention des ORT

Annexe 3 – Fiches actions

Annexe 4 – Maquette financière 2023


Annexe 5 – Contribution spécifique à la convention des établissements publics et opérateurs [annexe facultative]

5-1 Caisse des Dépôts et Consignation

Annexe 6 – Cartographie des actions

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée  egalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

Annexe 1 – Orientations stratégiques

- Orientation 1 : Un aménagement durable et attractif pour les habitants de notre cœur de ville
- Orientation 2 : Une circulation apaisée et des mobilités douces repensées
- Orientation 3 : Un engagement fort autour de la transition écologique et énergétique de nos projets
- Orientation 4 : Une redynamisation de nos commerces de proximité
- Orientation 5 : Une nature qui réinvestit nos espaces publics
- Orientation 6 : Une ville inclusive et une offre de santé accessible à tous
- Orientation 7 : Une valorisation de notre patrimoine
- Orientation 8 : Une sécurisation de nos espaces publics

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

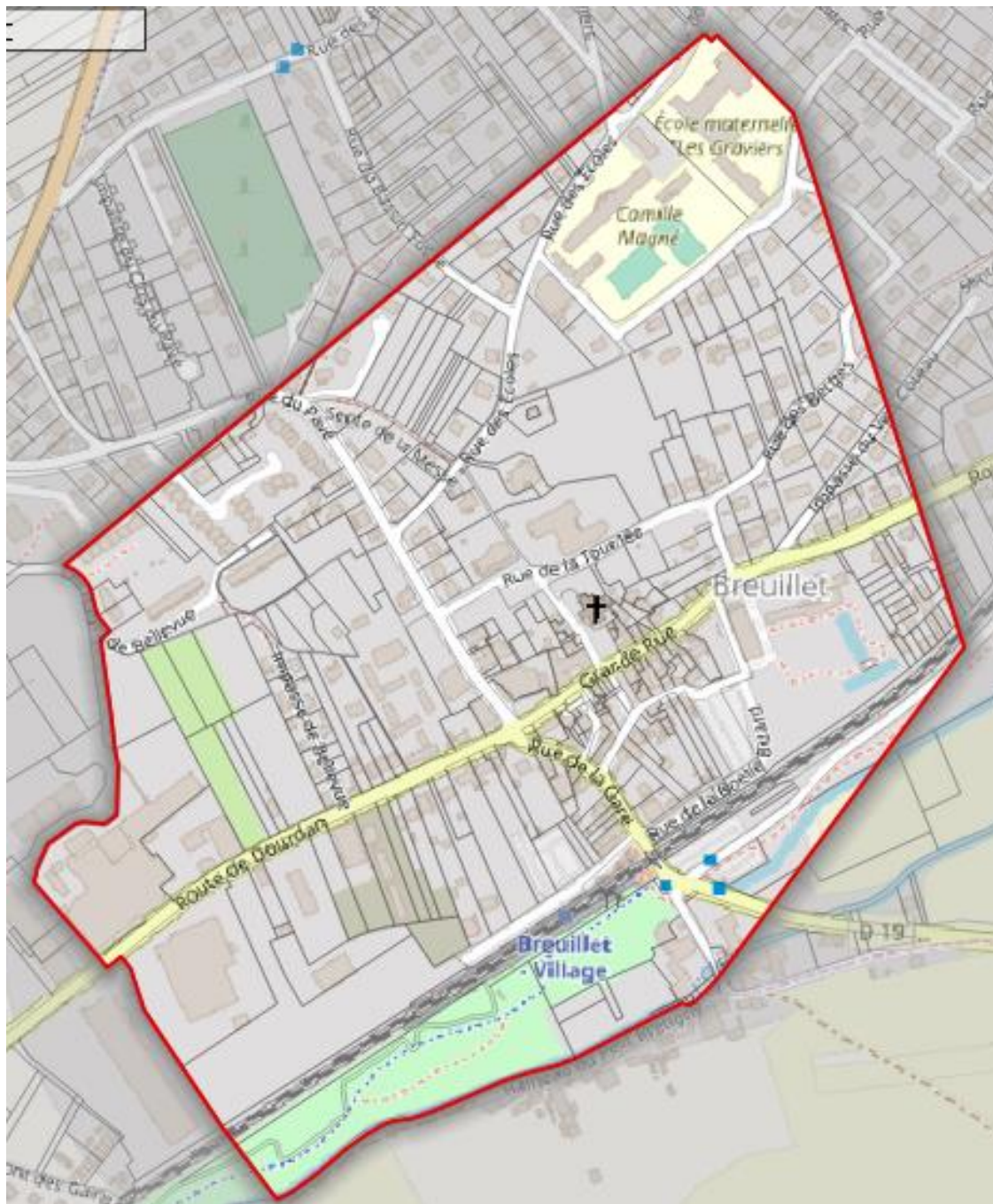
REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée [2ef.89.gouv.fr](https://www.2ef.89.gouv.fr)

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

Annexe 2 –Présentation du ou des périmètres des secteurs d'intervention des ORT

Le périmètre d'intervention de l'ORT correspond au périmètre d'intervention PVD. Il est rappelé sur la carte ci-dessous :



Annexe 3 – Fiches actions

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée [360certificat.com](https://www.360certificat.com)

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

FICHE ACTION N° 1

REQUALIFICATION DE LA FRICHE INDUSTRIELLE DU PONT DES GAINS

Orientation stratégique	UN AMENAGEMENT DURABLE ET ATTRACTIF POUR SES HABITANTS DE NOTRE CŒUR DE VILLE
Action nom	Requalifier la friche industrielle du Pont des Gains pour un projet d'aménagement d'EcoQuartier
Action n°	1
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Mairie de BREUILLET
Description de l'action	<p>Le quartier du Pont des Gains se situe en entrée de ville Ouest de Breuillet et comporte une friche industrielle d'environ 6,7 hectares (ancienne usine de briqueterie et ancienne carrière), au sein d'un site de près de 15 hectares. Cette friche polluée et désaffectée dégrade fortement l'image de la ville</p> <p>Ce site est identifié au SDRIF au titre des secteurs à fort potentiel de densification, secteurs comprenant des emprises mutables importantes ou disposant d'un fort potentiel de valorisation. Le SCOT et le PLH de Cœur d'Essonne Agglomération flèchent également ce site comme secteur de densification.</p> <p>Le Pont des Gains est donc identifié par la Ville comme un site à enjeux permettant, d'une part, la requalification de l'entrée de ville de Breuillet, et, d'autre part, le développement d'un nouveau quartier mixte à dominante d'habitat. En effet, son excellente accessibilité routière, sa proximité immédiate avec une gare, et la mutabilité du foncier en font une zone d'urbanisation intéressante à l'échelle du territoire.</p> <p>Afin de prendre en compte les problématiques environnementales actuelles et de créer un quartier respectueux de l'environnement et répondant aux enjeux du dérèglement climatique, la Ville souhaite implanter sur cette ancienne friche un EcoQuartier comportant du logement en accession, du logement social, de l'habitat inclusif, un parc paysager, des activités économiques, tout en laissant une grande place à la nature.</p> <p>Ce projet devrait permettre la création de 450 nouveaux logements de haute qualité environnementale sur le site, dont 30 % de logements sociaux.</p> <p>Afin d'être accompagnée au mieux dans ce projet d'EcoQuartier, la Ville de Breuillet a candidaté à l'accompagnement du CEREMA dans la construction de quartier durable et a été désignée lauréate en juillet 2022. Cet accompagnement technique s'étalera sur 3 ans, jusqu'en 2024</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	<p>et permettra de bénéficier d'une expertise technique indispensable à la conception du projet.</p> <p>Le site, est en grande partie sous la maîtrise foncière de l'EPFIF. En revanche une grande partie du site reste encore sous maîtrise foncière privée et notamment un site de 2.6 ha accueillant actuellement une activité logistique et un hangar de 2000 m² accueillant des activités artisanales. On note également la présence de petites maisons anciennes et de parcelles agricoles appartenant à différents propriétaires. Des négociations sont en cours avec l'entreprise logistique et les propriétaires de maisons anciennes afin d'améliorer la maîtrise foncière de l'opération et de travailler sur un projet global. La SAFER accompagne également la Ville en vue de la maîtrise foncière des parcelles agricoles. La dépollution du site et sa démolition seront réalisées sur l'année 2023. Le foncier maîtrisé sera cédé dans le cadre d'une procédure de marché public à un opérateur. Une phase candidature et une phase offre seront réalisées afin de sélectionner l'opérateur. Cette consultation sera lancée à partir de l'automne 2023 pour une désignation de l'opérateur début 2024.</p> <p>La révision générale du PLU en cours prend en compte ce projet dans une Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) dédiée. Cette OAP, en cours d'élaboration, aura pour objectifs de préciser les recommandations en matière de nombre de logements, de programmation et de qualité environnementale du projet.</p>
Partenaires	<p>L'EPFIF est partenaire du projet au travers d'une convention de maîtrise foncière signée en 2013 et renouvelée en 2019, et qui lui a permis d'acquérir progressivement les terrains de la friche industrielle.</p> <p>Cœur d'Essonne Agglomération participe aux réunions de travail autour du projet et apporte appui et ingénierie.</p> <p>Le CEREMA accompagne la Ville de Breuillet pendant 3 ans pour la conception et la construction de ce quartier à haute qualité environnementale.</p> <p>La DDT accompagne et conseille la commune sur la traduction réglementaire de ce projet dans nos documents d'urbanisme.</p> <p>La Région Ile-de-France subventionne à hauteur de 2 646 760 € la requalification de cette friche dans le cadre du dispositif « Reconquérir les friches franciliennes »</p> <p>L'Ademe subventionne à hauteur de 640 126 € la dépollution du site dans le cadre du dispositif « Reconversion de friches polluées »</p> <p>La Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) subventionne le projet à hauteur de 1 692 176 € dans le cadre du Fonds friches.</p>

Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Le site pollué et désaffecté nécessite d'importants travaux de démolition et de dépollution qui seront diligentés par l'EPFIF. Ces travaux ont démarré en février 2023 pour une durée de 30 semaines.</p> <p>Les coûts de démolition, dépollution et désamiantage du site sont estimés à 3 015 957 €. Ils seront en partie couverts par les subventions obtenues.</p> <p>Le reste à charge, financé dans un premier temps par l'EPFIF, sera ensuite basculé sur la commune lors de l'opération foncière.</p> <p>Le déficit financier actuellement estimé est de 2,5 M€ et sera porté intégralement par la commune. Ce déficit pourra s'alourdir en fonction du périmètre de l'opération et de l'actualisation des coûts de rachat auprès de l'EPFIF.</p> <p>Les recettes seront transcrites au travers de la mise en place d'un PUP.</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	Cf. Bilan d'opération en annexe reprenant l'ensemble du plan de financement prévisionnel de l'opération
Calendrier	<p>Lancement de l'étude de programmation : avril 2023</p> <p>Remise des résultats : juin 2023</p> <p>Lancement de la consultation opérateurs : T4 2023</p> <p>Notification groupement lauréat : mars 2024</p> <p>Démolition et dépollution du site : février 2023 -> novembre 2023</p> <p>Cession du foncier à l'opérateur : juin 2024</p> <p>Etudes réalisées par l'opérateur : jusqu'en décembre 2024</p> <p>Démarrage des travaux de VRD : janvier 2025</p> <p>Construction des premiers bâtiments : début 2026</p> <p>Livraison des premiers logements : 2027-2028</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	PLH CDEA, SCot CDEA, ORT, CRTE, SDRIF
Lien avec les autres actions du programme	<p>Dans le cadre de l'aménagement de ce quartier, la Ville se doit d'anticiper les besoins en équipements publics, en commerces de proximité, en services et en emplois, tout en connectant le quartier avec le centre-ville, le groupe scolaire et la gare.</p> <p>Ces thématiques sont traitées respectivement dans les fiches actions 10, 11, 12 et 4.</p>
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un partenariat de projet permettant la mise en débat des différents aspects du projet - Augmentation du nombre d'espaces verts et des espaces désimperméabilisés - Nombre d'instances de participation citoyennes mises en œuvre dans le cadre du projet - Nombres de logements créés - Nombre de services et emplois créés

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-125/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	<ul style="list-style-type: none"> - Indice d'accessibilité aux équipements, commerces et services de proximité à pied (en m) - Evaluation de la préservation et la valorisation de la biodiversité, des sols et des milieux naturels (guide pour l'évaluation de la biodiversité dans les Ecoquartiers – CEREMA) - Valorisation des ressources et potentiels du territoire <p>Référentiel des villes et territoires durables (RFSC + labellisation écoquartier)</p>
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>La friche du Pont des Gains crée une image dégradée en entrée de ville. Il existe par ailleurs à Breuillet une demande croissante en logements notamment sur des petits logements et sur des appartements familiaux. La requalification de cette friche et la création de logements à proximité directe du centre-ville et de la gare permettra de revitaliser l'offre de logements et de répondre aux besoins d'une population qui souhaite s'installer sur la commune. La mixité du futur quartier avec l'implantation d'une offre économique s'intégrera également dans le processus de redynamisation de l'offre économique, commerciale et servicielle de Breuillet, pilier majeur de la convention PVD.</p> <p>Enfin, le projet d'EcoQuartier associé à la mixité fonctionnelle et à la création de liaisons douces reliant la gare et le centre-ville inscrit ce projet dans une démarche de développement durable de la Ville.</p>

FICHE ACTION N° 2

ETUDE URBAINE POUR LE REAMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE

Orientation stratégique	UN AMENAGEMENT DURABLE ET ATTRACTIF POUR SES HABITANTS DE NOTRE CŒUR DE VILLE
Action nom	Réaliser une étude urbaine pour l'aménagement, la désimperméabilisation et la végétalisation de la place de l'église, de la place du marché et du parking Fleury
Action n°	2
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	VILLE DE BREUILLET
Description de l'action	<p>Le centre-ville de Breuillet est constitué principalement de deux places : la place de l'église et l'esplanade du marché qui se font face et sont desservies par la Grande Rue. La majorité des commerces du centre-ville se situent le long de la Grande Rue et tout autour de ces deux espaces urbains. Le parking attenant, dit parking Fleury, constitue le stationnement principal du centre-ville de Breuillet. Avec une soixantaine de places disponibles, il permet un stationnement à proximité directe des commerces du centre-ville, de la gare et de la mairie.</p> <p>L'architecture ancienne avec des trottoirs étroits et des bâtiments construits en bordure de rue, associée à l'absence de fonctionnalité de la place de l'église nuit à la convivialité du centre-ville. On n'y retrouve pas d'espace de rencontre, d'échange, de flânerie ou encore de jeux pour enfants.</p> <p>Par ailleurs, la morphologie de Breuillet et l'imperméabilisation forte qu'on y retrouve génère une problématique d'inondations récurrentes en contrebas du centre-ville, au niveau du parking Fleury notamment.</p> <p>L'étude urbaine aura ainsi pour objectifs de proposer un réaménagement du centre-ville alliant création d'espaces conviviaux, végétalisation et désimperméabilisation. La place des mobilités douces, le partage des espaces et l'accessibilité notamment PMR seront également intégrés dans ces réflexions.</p> <p>L'étude concerne le projet de réaménagement des deux places soit environ 1800 m² d'espace urbain à repenser et réinvestir.</p> <p>L'étude s'intéressera également à la problématique d'inondations récurrentes au niveau du parking Fleury et définira le projet de désimperméabilisation et de renaturation permettant de résoudre les problèmes rencontrés.</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	<p>Plusieurs études ont été réalisées ou sont en cours sur le sujet de la revitalisation du centre-bourg :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude mobilité du CEREMA (fin 2022-début 2023) - Etude hydraulique de Cœur d'Essonne Agglomération (résultats de l'étude en juin 2023) - Etudes de reprofilage du parking FLEURY et d'infiltrométrie par Cœur d'Essonne (2023) - Stratégie de revitalisation des commerces de proximité (Lancement de la mission : T2 2023) - Etude sur la réfection du parvis de l'église et sa désimperméabilisation (Travaux T4 2023)
Partenaires	<p>Le CAUE est le partenaire de la Ville de Breuillet. Grâce à son expertise et à son équipe technique conseil, le CAUE travaillera avec la Ville sur le projet de réaménagement du centre-ville.</p> <p>Cœur d'Essonne accompagne Breuillet dans les problématiques de gestion des eaux pluviales en tant que porteur de la compétence.</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Montant total prévisionnel des études à mener : 80 000 €</p> <p>Montant étude réalisée par le CAUE : 1 500 €.</p> <p>Le chiffrage des travaux à réaliser sera effectué à l'issue de ces études.</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	<p>Montant étude CAUE 91 : 1 500 € HT</p> <p>Financement : Ville de Breuillet</p>
Calendrier	<p>Lancement des études urbaines et techniques : Janvier 2023</p> <p>Durée des études : 6 mois</p> <p>Inscription des premiers travaux dans le budget de la Ville 2024</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	<p>CRTE</p> <p>ORT</p>
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Travail resserré avec le CAUE, avec la population et avec les commerçants (rencontres, organisation d'ateliers, enquête auprès des habitants...). L'objectif poursuivi est de répondre aux attentes des habitants et de ceux qui font vivre le centre-ville.</p>
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>Le réaménagement du centre-ville et sa revégétalisation sont une priorité pour Breuillet afin de recréer un centre convivial, attractif, et de développer le commerce de proximité, tout en luttant contre le phénomène d'ilot de chaleur urbain en recréant un espace de respiration en plein cœur de ville. L'objectif est ainsi de renforcer le rôle de centralité secondaire de Breuillet en améliorant son attractivité et son cadre de vie urbain. La désimperméabilisation sera également une action de lutte contre les inondations en centre-ville.</p>

FICHE ACTION N° 3

ETUDE DE FAISABILITE SUR CERTAINS ILOTS DU CENTRE-VILLE

Orientation stratégique	UN AMENAGEMENT DURABLE ET ATTRACTIF POUR SES HABITANTS DE NOTRE CŒUR DE VILLE
Action nom	Lancer une étude de faisabilité sur des ilots du centre-ville ciblés dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU
Action n°	3
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU en cours sur la commune, le prestataire retenu, Villes Vivantes, aura pour rôle de travailler sur des ilots du centre-ville jugés prioritaires. Des études de faisabilité seront ainsi réalisées sur des immeubles dégradés, avec des problèmes de vacance, de gestion et d'entretien et, éventuellement, la présence de commerce en difficulté en rez-de-chaussée.</p> <p>Les objectifs de ces études sont de mettre en évidence les outils mobilisables pour inciter les propriétaires à effectuer les travaux nécessaires, tout en étudiant les différentes options possibles.</p> <p>Villes Vivantes s'attachera notamment aux ilots les plus dégradés du centre-ville qui participent à la dévitalisation de Breuillet.</p>
Partenaires	<p>L'ANAH finance à hauteur de 50 % l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU en cours sur la Ville de Breuillet. La notification de financement a été reçue.</p> <p>La Banque des Territoires finance 25 % du reste à charge HT de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU.</p> <p>Cœur d'Essonne Agglomération (compétence HABITAT) accompagne également Breuillet notamment en participant aux instances de travail et de suivi.</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09_DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

Dépenses prévisionnel/définitif	L'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU a été confiée au prestataire Villes Vivantes pour un montant de 54 150 € HT.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Voir plan de financement complet en annexe.
Calendrier	Etude pré-opérationnelle d'OPAH-RU : <ul style="list-style-type: none"> - Réunion de lancement : 4 juillet 2022 - Réalisation du diagnostic : septembre -> novembre 2022 - COTEC Etude pré-opérationnelle d'OPAH-RU : 14 novembre 2022 - COPIL Etude pré-opérationnelle d'OPAH-RU : à définir
Lien autres programmes et contrats territorialisés	PLH Cœur d'Essonne Agglomération ORT CDEA CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	L'évaluation des résultats de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU se fera au regard des dispositifs proposés pour traiter les immeubles les plus dégradés. Le lancement de projet de rénovation sur ces ilots sera un excellent indicateur de l'efficacité et de la pertinence des études menées.
Conséquence sur la fonction de centralité	Le travail sur l'habitat privé en centre-ville, avec les propriétaires bailleurs et les propriétaires occupants est essentiel pour proposer une offre de logements de qualité en plein cœur de ville. L'habitat participe à l'attractivité du territoire et son amélioration renforce le rôle de polarité secondaire de Breuilleville.

FICHE ACTION N° 4

LANCEMENT D'UNE ETUDE CIRCULATION ET MOBILITE

Orientation stratégique	UNE CIRCULATION APAISEE ET DES MOBILITES DOUCES REPENSEES
Action nom	Lancer une étude de circulation, trafic, stationnement et mobilités durables sur le centre-ville
Action n°	4
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>La création du Pont des Gains avec environ 450 nouveaux logements en entrée de ville va générer des flux supplémentaires de véhicules mais également des besoins en stationnement. Par ailleurs, l'ambition environnementale du projet implique de se pencher sur la connexion de ce quartier au centre-ville, à la gare et au centre économique par le biais d'itinéraires dédiés à la mobilité durable (pistes cyclables, sentes piétonnes). Afin d'optimiser la conception du projet tout en répondant aux besoins spécifiques de Breuillet, la Ville a souhaité lancer une étude trafic, stationnement et mobilités durables. Les objectifs de cette étude sont d'identifier l'impact de ce nouveau quartier sur les flux et les besoins en stationnement, de dessiner les connexions possibles, notamment à partir du PN30 et par les Hauts de Bellevue, et de concevoir un plan de mobilités durables pour connecter ce quartier à la ville existante. Cette étude devra proposer des solutions pertinentes pour l'implantation de nouveaux cheminements piétons et cyclables autour du quartier du Pont des Gains et du centre-ville en étudiant également les éléments indispensables à y associer (signalétique, solutions de partage, bornes de réparation...). Cette étude inclut un temps de travail avec la population dans le cadre de la concertation du public.</p>
Partenaires	<p>Cette étude est réalisée par le CEREMA dans le cadre de leur accompagnement de Breuillet dans la construction de l'EcoQuartier du Pont des Gains.</p> <p>L'étude objet de la présente fiche est inscrite dans la convention signée entre le CEREMA et la Ville de Breuillet</p> <p>Prochaine étape / action à entreprendre : afin de travailler ces sujets au plus près des besoins des habitants, la concertation a démarré en mai 2022 se poursuit autour d'un atelier portant sur ces sujets de mobilité.</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	<p>Un atelier s'est tenu le 3 décembre 2022 et a permis de travailler avec la population autour des axes de desserte et de mobilité durable nécessaires pour répondre à l'enjeu d'inclusion du nouveau quartier dans la ville existante.</p> <p>Les conclusions de l'étude seront transmises en janvier 2023 par le CEREMA. Le rapport préconisera certains aménagements qui devront ensuite être chiffrés afin d'entamer des échanges avec les partenaires en charge de ces sujets (Département pour nos routes départementales, Cœur d'Essonne Agglomération, IDFM, SNCF...)</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	Cette étude sera réalisée par le CEREMA dans le cadre de l'accompagnement de Breuillet dans la création de l'EcoQuartier du Pont des Gains
Plan de financement prévisionnel / définitif	<p>La CEREMA accompagne la ville de Breuillet pendant 3 ans à hauteur de 36 jours d'étude répartis sur les 3 ans.</p> <p>Le reste à charge de Breuillet est de 7000 € sur 3 ans pour l'ensemble de cet accompagnement. Ce reste à charge est financé par la commune.</p>
Calendrier	<p>L'étude démarre à la mi-octobre 2022 et se déroulera jusqu'en janvier 2023.</p> <p>Elle est divisée en deux phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une première phase tournée sur le trafic routier (comptages, flux...) - Une seconde phase portant sur la schématisation des liaisons dédiées à la mobilité durable <p>Enfin, un atelier de concertation avec la population portant sur ces enjeux de mobilités (3 décembre 2022).</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	<p>Plan vélo de Cœur d'Essonne Agglomération</p> <p>Plan des déplacements de Cœur d'Essonne Agglomération en cours d'élaboration</p> <p>SCOT – SDRIF</p> <p>CRTE</p>
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Suivi et respect du calendrier de l'étude</p> <p>Annexer l'étude mobilité dans les éléments de consultation pour le choix de l'opérateur du Pont des Gains</p> <p>Adéquation des propositions avec les attentes de la population (réponses aux enjeux du territoire)</p>
Conséquence sur la fonction de centralité	L'étude permettra d'identifier les besoins pour intégrer le nouveau quartier à la ville et de renforcer ainsi l'offre de logements du territoire et l'attractivité de la ville. La conception d'un plan dédié aux mobilités

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

Le 04/07/2023

Application agréée E-189/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	douces dans la deuxième phase de l'étude permet répondre aux enjeux climatiques et aux besoins des habitants tout en resserrant la trame de la ville autour de son centre-ville commerçant.
--	---

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-189/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

FICHE ACTION N° 5

FAVORISER LA MARCHE ET RENFORCER LA PLACE DU PIETON

Orientation stratégique	UNE CIRCULATION APAISEE ET DES MOBILITES DOUCES REPENSEES
Action nom	Favoriser la marche et renforcer la place du piéton en centre-ville
Action n°	5
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Le développement d'une mobilité plus durable est essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique. Breuillet s'est développée à partir des années 60 à l'époque de la démocratisation de la voiture individuelle. Comme beaucoup de villes semblables, elle est conçue autour du tout voiture. L'espace public reste caractéristique de ce développement avec des trottoirs étroits, un stationnement prédominant et peu d'espaces dédiées aux piétons et aux cycles. Breuillet présente malgré tout un intérêt majeur : un maillage de sentes essentiellement piétonnes qui sillonnent la ville et permettent de relier les différents quartiers entre eux. La mobilité douce est ainsi favorisée.</p> <p>Afin d'inciter les habitants à emprunter ces sentes et à se déplacer de manière plus durable, une signalétique sera installée au niveau des sentes piétonnes. Elle permettra aux habitants de visualiser le maillage des sentes grâce à des cartes. En entrée et sortie de chaque itinéraire, la signalétique indiquera la direction, la distance et le temps de parcours. L'objectif recherché est de mettre en évidence que les différents quartiers de la ville se situent à de faibles temps de parcours et que le centre-ville notamment peut être relié rapidement à partir de la majorité des quartiers.</p> <p>La réalisation d'un schéma directeur des mobilités durables est également prévue. Ce document présenté sous la forme d'un plan permettra un recensement des itinéraires doux existants et de définir les itinéraires à travailler pour renforcer le maillage structurant de la ville. Ce document pourra ensuite être annexé aux documents d'urbanisme de la Ville de Breuillet.</p> <p>Enfin, une expérimentation de circulation apaisée sera lancée dans différents quartiers stratégiques (centre-ville, abord des écoles). Cette expérimentation aura pour objectifs de redéfinir la place du piéton et de travailler sur le partage des espaces entre les différents modes. Elle sera</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	associée à une réflexion sur le réaménagement des espaces publics et sur sa renaturation autour d'un projet global de réappropriation d'espaces à vivre au sein de la ville.
Partenaires	<p>Le travail autour de la mobilité est accompagné par le CEREMA dans le cadre de leur accompagnement à la mise en œuvre de l'EcoQuartier du Pont des Gains mais également grâce à leurs publications sur le sujet des circulations apaisées.</p> <p>Le CAUE 91 accompagne également Breuillet sur le réaménagement de son centre-ville et sur le questionnement de l'usage de ces espaces publics. La place du piéton dans un centre-ville apaisé sera étudiée tout au long de ces études.</p> <p>Enfin le développement de la mobilité douce s'inscrit également à une échelle plus large, au niveau du territoire intercommunal, en partenariat avec Cœur d'Essonne Agglomération.</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	A compléter
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	<p>La signalétique des sentes piétonnes sera progressivement déployée à partir de janvier 2024.</p> <p>En parallèle l'élaboration du schéma directeur des mobilités se déroulera à partir de 2023 avec l'objectif d'un document finalisé en 2024.</p> <p>Enfin, les expérimentations de circulation apaisée seront mises en œuvre en 2024 après une phase d'étude en 2023.</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	<p>Plan des déplacements Cœur d'Essonne Agglomération en cours d'élaboration</p> <p>Plan Vélo Cœur d'Essonne Agglomération</p> <p>CRTE</p>
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Des comptages de piétons pourront être organisés sur les sentes piétonnes et les itinéraires piétons structurants afin de juger de l'évolution des pratiques.</p> <p>L'élaboration du schéma directeur des mobilités durables sera réalisé en concertation avec la population ce qui permettra de définir les grands objectifs et de répondre aux besoins des habitants.</p>
Conséquence sur la fonction de centralité	L'étude permettra d'identifier les besoins pour intégrer le nouveau quartier à la ville et de renforcer ainsi l'offre de logements du territoire et l'attractivité de la ville. La conception d'un plan dédié aux mobilités douces de l'étude permet répondre aux enjeux climatiques et aux besoins des habitants tout en resserrant la trame de la ville autour de son centre-ville commerçant. La fonction de centralité secondaire est ainsi renforcée en répondant aux besoins des habitants et aux enjeux du développement durable.

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-189/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

FICHE ACTION N° 6

DEVELOPPEMENT DE LA MOBILITE CYCLABLE

Orientation stratégique	UNE CIRCULATION APAISEE ET DES MOBILITES DOUCES REPENSEES
Action nom	Développer et conforter la mobilité cyclable à Breuillet
Action n°	6
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet/Cœur d'Essonne Agglomération
Description de l'action	<p>La transition des mobilités est un enjeu essentiel dans la lutte contre le changement climatique. Les espaces périurbains, construits pour et avec la voiture individuelle sont parmi les moins bien outillés pour le développement de la mobilité durable. En effet, les trottoirs y sont souvent étroits dans des centres anciens contraints.</p> <p>Les transitions actuelles invitent à interroger la place du piéton, du cycle et le partage des espaces dans ces petites villes.</p> <p>Afin de répondre à ces enjeux, Breuillet a engagé plusieurs mesures en faveur de la mobilité durable. Les différentes actions en faveur de la mobilité cyclable sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre d'arceaux en différents lieux stratégiques et d'un abri vélos sécurisé sur le parking de la salle des fêtes • Investissement dans une flotte de vélos électriques pour les agents municipaux • Déploiement du programme Objectif Employeur ProVélo sur le site de la Mairie <p>Ces projets s'articulent avec le développement du plan vélo de Cœur d'Essonne Agglomération qui prévoit notamment la réalisation d'une liaison cyclable entre le centre-ville de Bruyères-le-Châtel et la gare de Breuillet-Bruyères.</p> <p>Cet itinéraire permettra à la fois un rabattement vers la gare de Breuillet-Bruyères mais également une accessibilité renforcée au centre-ville de Bruyères-le-Châtel.</p>
Partenaires	La Région Ile de France au travers du Budget participatif et écologique a permis l'acquisition de l'abri sécurisé et financera l'achat des vélos électriques en 2023.

	<p>Cœur d'Essonne Agglomération participe à la promotion de la mobilité cyclable au travers de son plan vélo qui s'inscrit sur le territoire de Breuillet.</p> <p>Le Département de l'Essonne et la Région Ile-de-France sont les partenaires de Cœur d'Essonne Agglomération pour la réalisation de son plan vélo.</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Abri vélo : 8 855 € HT financé à hauteur de 4 480 € par le BPE de la Région IDF</p> <p>Vélos électriques : 4 146 € HT financés à hauteur de 2 000 € par le BPE de la Région IDF</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	<p>Abri vélo : commande en juillet 2022 ; installation en novembre 2022</p> <p>Vélos électriques : acquisition en mai 2023 à l'aide du budget participatif et écologique de la Région</p> <p>Liaison Breuillet-Bruyères le Châtel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation du tracé : 2023 - Dépôt des dossiers de subvention : 2023 - Réalisation prévue en 2024
Lien autres programmes et contrats territorialisés	<p>Plan vélo de Cœur d'Essonne Agglomération</p> <p>Plan des déplacements de Cœur d'Essonne Agglomération</p> <p>SCOT – SDRIF</p> <p>CRTE</p>
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>L'objectif est de développer la mobilité cyclable en mettant à disposition des agents et des habitants des espaces de stationnement dédiés et des vélos partagés.</p> <p>L'usage de ces vélos et abris sera suivi afin de juger des évolutions des pratiques.</p> <p>La mise en œuvre d'espaces dédiés aux vélos sur la route permettra de renforcer ces pratiques</p>
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>La transition des mobilités est un enjeu de la lutte contre le réchauffement climatique. Le renforcement de la mobilité cyclable sur le territoire joue un rôle prioritaire pour répondre aux objectifs de la transition écologique inscrits dans le programme Petites Villes de Demain. L'accès à un panel de mobilités est par ailleurs un levier d'attractivité de Breuillet.</p>

FICHE ACTION N° 7

DEPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGES POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES

Orientation stratégique	UNE CIRCULATION APAISEE ET DES MOBILITES DOUCES REPENSEES
Action nom	Encourager le développement des véhicules moins polluants en installant des bornes de recharges électriques dans le centre-ville
Action n°	7
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>La transition vers une mobilité décarbonée doit également se saisir de l'opportunité d'une transition vers un parc de véhicules électriques. Pour servir cette mobilité électrique, les collectivités se doivent de déployer sur leurs territoires des bornes de recharge pour véhicules électriques afin de participer au maillage du territoire, indispensable pour un véritable développement du parc.</p> <p>La Ville de Breuillet a engagé de premières démarches pour le déploiement de bornes de recharges pour les véhicules électriques dans son centre-ville. Elle a renouvelé fin 2021 son parc automobile avec l'acquisition de véhicules électriques pour son personnel et a installé en conséquence des bornes de recharges dédiées.</p> <p>Elle souhaite encourager le développement de ces bornes auprès de la population. En conséquence, la compétence, initialement détenue par le SIARCE, a été reprise par la Ville. En janvier 2023, cette compétence va être de nouveau déléguée au syndicat intercommunal d'énergie Orge, Yvette et Seine, le SMOYS.</p> <p>Ainsi, le SMOYS accompagnera la ville de Breuillet pour l'installation de 2 bornes de recharge en centre-ville.</p>
Partenaires	Syndicat intercommunal d'énergie Orge, Yvette et Seine : SMOYS
Dépenses prévisionnel/définitif	15 000 € par borne de recharge
Plan de financement prévisionnel / définitif	SMOYS : 12 500 € Ville : 2 500 €

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

Calendrier	Délégation de la compétence au SMOYS : conseil municipal du 18 janvier 2023 T1 2023 : Echanges sur le lieu d'implantation et les modalités T3 2023 : installation des bornes de recharge
Lien autres programmes et contrats territorialisés	Schéma directeur des EnRR de Cœur d'Essonne CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	L'évaluation sera faite en partenariat avec le SMOYS au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'utilisation des bornes à l'année • Nombre d'heures de chargement • Nombre de cartes de recharge distribuées • Volume en kwh de charge sur chaque borne
Conséquence sur la fonction de centralité	La transition des mobilités est un enjeu de la lutte contre le réchauffement climatique. La transition d'un parc de véhicules anciens et polluants vers un parc de véhicules moins émissifs permettra de réduire les émissions en GES. Pour encourager cette démarche, la Ville de Breuillet a décidé de déployer sur son territoire des bornes de recharge pour véhicules électriques, s'inscrivant ainsi dans la transition écologique de son territoire, pilier du programme PVD.

FICHE ACTION N° 8

RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX

Orientation stratégique	UN ENGAGEMENT FORT AUTOUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE DE NOS PROJETS
Action nom	Réaliser des diagnostics énergétiques des bâtiments communaux dans le cadre du décret tertiaire et mettre en œuvre les travaux de rénovation énergétique de nos bâtiments
Action n°	8
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Le décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire – publics et privés - est entré en vigueur au 1er octobre 2019. Ce décret s'inscrit dans les obligations de rénovation des bâtiments à usage tertiaire ou délivrant un service public prévues dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte - article 17.</p> <p>La Ville de Breuillet a lancé un marché pour la réalisation des audits énergétiques à réaliser dans le cadre du décret tertiaire et a retenu la société GREENATION.</p> <p>Le diagnostic a été réalisé de mai à octobre 2022 sur 6 bâtiments communaux : la médiathèque, le centre technique municipal, la groupe scolaire C. Magné, le groupe scolaire Port Sud, la mairie, le gymnase de la Plaine des Sports.</p> <p>Ces audits énergétiques sont réalisés dans le cadre du décret tertiaire qui détermine les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de réduction énergétique définis par l'article 175 de la loi ELAN. Des cibles d'économies d'énergie sont fixées pour les bâtiments à usage tertiaire avec : - 40% d'ici 2030 - 50% d'ici 2040 - 60% d'ici 2050.</p> <p>La commune a déterminé le gymnase François RUIZ comme bâtiment prioritaire. Les travaux sur ce dernier sont chiffrés à hauteur de 2 530 000 € :</p> <p>Isolation thermique par l'extérieur</p> <p>- Etanchéité et isolation des toitures-terrasses</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée F-legalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	<ul style="list-style-type: none"> - Etanchéité toiture courbes - Isolation du plancher bas - Remplacement des menuiseries extérieures - Installation d'un mur rideau sur le gymnase RDC/Salles Escrime-Judo et salle polyvalente du 1er étage - Remplacement des polycarbonates des façades - Remplacement de la chaudière gaz existante par une chaudière gaz à haute performance énergétique - Mise en place d'une VMC SF - Mise en place d'une CTA double-flux - Prestations intellectuelles et de service rattachées à la rénovation énergétique du gymnase : bureau de contrôle, conduite d'opération
Partenaires	<p>La Banque des Territoires finance à hauteur de 50% une partie des audits énergétiques (instruction Région IDF)</p> <p>Pour la partie travaux, les subventions identifiées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etat (DSIL 2023) • Fonds Vert • Région Ile-de-France
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Audits énergétiques : 35 240 € HT</p> <p>Travaux de rénovation du gymnase, horizon 2030 : 2 530 000 € HT</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	<p>Audits énergétiques : Subvention BDT : 5 000 €</p> <p>Travaux de rénovation du gymnase : DSIL 2023 : 1 000 000 € Fonds Vert : 500 000 €</p>
Calendrier	<p>Calendrier de réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avril 2022 : démarrage des audits - Juin à octobre 2022 : transmission des rapports
Lien autres programmes et contrats territorialisés	<p>CRTE</p> <p>Schéma directeur des EnR&R</p>
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Il existe divers indicateurs de suivi de l'efficacité des travaux menés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evolution des consommations - Confort des utilisateurs
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>Le programme Petites villes de demain vise à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes et des territoires alentours, en</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-142/85.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	<p>accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et engagés dans la transition écologique. Le diagnostic énergétique des bâtiments communaux réalisé dans le cadre du décret tertiaire et la mise en œuvre de travaux de rénovation énergétique s'inscrivent dans ces objectifs d'amélioration des conditions de vie et de transition écologique.</p>
--	---

FICHE ACTION N° 9

DEPLOIEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

Orientation stratégique	UN ENGAGEMENT FORT AUTOUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE DE NOS PROJETS
Action nom	Développement des énergies renouvelables sur la commune (Groupe scolaire C. Magné, Accueil de loisirs et quartier du Pont des Gains)
Action n°	9
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Breuillet a été identifiée comme à fort potentiel géothermique sur l'ensemble de son territoire. La municipalité a donc souhaité investir dans cette énergie renouvelable en mettant en place des sondes géothermiques au niveau du groupe scolaire Camille Magné et de l'ALSH attendant en cours de construction. Le système géothermique ainsi installé permettra d'alimenter en chauffage le groupe scolaire existant constitué d'une école maternelle et d'une école primaire et l'accueil de loisirs actuellement en construction. Ce groupe scolaire est situé à proximité directe du centre-ville et est identifié pour accueillir les enfants du futur quartier du Pont des Gains. Le système installé laisse également la possibilité d'évoluer afin de desservir les quartiers résidentiels proches.</p> <p>La ville de Breuillet souhaite également inciter la mise en place de système de chauffages géothermiques : cela se traduira notamment dans la structuration de ses documents d'urbanisme (PLU en cours de révision et OAP) mais également par le biais de prescriptions (sous réserve de faisabilité technique) dans le cadre de l'aménagement du Pont des Gains (Intégration de recommandations particulières dans l'OAP du Pont des Gains et dans le cahier des charges).</p> <p>Enfin, des discussions ont été lancées avec le bailleur Domnis dans le cadre de la rénovation de la résidence La Badaudière afin de proposer la mise en œuvre d'un système de chauffage géothermique.</p> <p>La municipalité se saisit également de l'opportunité d'accompagnements dans le cadre de l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments communaux, et d'ombrières solaires sur les parkings. A ce titre une étude de faisabilité va être lancée. Le gymnase François Ruiz, qui va</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	faire l'objet d'une rénovation thermique importante, est notamment identifié pour accueillir des panneaux photovoltaïques.
Partenaires	<p>Les partenaires de Breuillet pour la mise en œuvre de la géothermie sur le groupe scolaire et l'ALSH attenant sont les suivants :</p> <p>CDC Conseil : AMO de la commune sur le montage du projet ENGIE : entreprise notifiée pour mettre en place le système de chauffage par géothermie</p> <p>Les partenaires financiers sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Département (FITECH) • ADEME • Région Ile-de-France
Dépenses prévisionnel/définitif	1 360 000 € TTC
Plan de financement prévisionnel / définitif	<p>Région IDF : 128 448 € HT Département : 200 000 € HT ADEME : 192 930 € HT</p>
Calendrier	<p>Le calendrier opérationnel de la mise en œuvre de la géothermie sur le groupe scolaire est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Test géothermique : février 2022 - Installation des sondes géothermiques : printemps 2023 - Mise en service : Automne 2023 - Pont des Gains : 2024 -> 2027 <p>Calendrier opérationnel des recommandations pour le Pont des Gains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Révision générale du PLU : en cours, approbation prévisionnelle en octobre 2023 - Rédaction de l'OAP Pont des Gains : en cours, finalisation prévisionnelle en juin 2023 - Lancement de la consultation opérateurs : octobre 2023
Lien autres programmes et contrats territorialisés	Schéma des EnRR de Cœur d'Essonne Agglomération, CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Différents indicateurs seront suivis et étudiés pour mesurer l'apport de l'installation du système géothermique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evolution des consommations d'énergie - Production d'électricité renouvelable sur le territoire - Confort des utilisateurs - Evolution des émissions de gaz à effet de serre globales annuelles du territoire (teq CO² - indicateur ADEME)
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>Cette action permet d'engager la transition énergétique sur le territoire de Breuillet, de répondre aux enjeux du changement climatique, d'améliorer le confort des habitants et de développer des solutions innovantes.</p> <p>Les actions en faveur de la transition écologique sont des actions structurantes du programme Petites Villes de Demain. Elles permettent d'accompagner les territoires dans des trajectoires plus durables.</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-145/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	Enfin, cette action permet de renforcer le rôle de centralité secondaire de Breuillet en répondant à des objectifs de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire intercommunal.
--	---

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-145/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

FICHE ACTION N° 10

ADAPTATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITE

Orientation stratégique	UN ENGAGEMENT FORT AUTOUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE DE NOS PROJETS
Action nom	Anticiper l'arrivée de nouvelles populations en redimensionnant nos équipements publics de proximité (Maison des Larris, groupe scolaire Camille Magné, accueil de loisir C. Magné, gymnase, Oxyjeunes)
Action n°	10
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet/CDEA
Description de l'action	<p>L'aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains avec la construction de 450 nouveaux logements environ générera une augmentation de la population breuilleteoise aujourd'hui estimée à environ 8900 personnes.</p> <p>Une telle augmentation de population doit être anticipée par la Ville notamment en termes d'équipements publics.</p> <p>Un programme d'investissement a donc été lancé afin d'accueillir dans de bonnes conditions les nouveaux arrivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rénovation de la maison des Larris (maison de la petite enfance) : augmentation du nombre de berceaux du multi-accueil (de 12 à 27 berceaux) • Extension et réhabilitation de l'accueil de loisirs Camille Magné (possibilité d'accueillir 200 enfants) et d'une salle de sports polyvalente • Surélévation et rénovation énergétique du groupe scolaire Camille Magné afin d'accueillir 6 classes supplémentaires et extension du restaurant scolaire • Réhabilitation du gymnase François Ruiz avec la création d'une nouvelle salle multisports à l'horizon 2030 • Création d'un nouvel espace dédié à la jeunesse, l'Oxyjeunes <p>Les actions les plus avancées sont la rénovation de la maison des Larris et l'extension de l'accueil de loisirs Camille Magné et de sa salle de sports avec des travaux en cours de réalisation.</p>

	Les autres actions seront lancées courant 2023 avec dans un premier temps la réalisation d'études de faisabilité et d'études de programmation.
Partenaires	Région Ile de France, CAF, Département 91
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Maison des Larris :</p> <ul style="list-style-type: none"> Budget prévisionnel : 1,3 M€ HT <p>Extension ALSH C. Magné :</p> <ul style="list-style-type: none"> Budget prévisionnel : 4 088 540 € HT <p>Réhabilitation du gymnase François Ruiz :</p> <p>Budget prévisionnel : 2 530 000 € HT</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	<p>Maison des Larris :</p> <ul style="list-style-type: none"> Démarrage de travaux : Janvier 2023 Durée de travaux : 18 mois <p>ALSH C. Magné :</p> <ul style="list-style-type: none"> Travaux en cours depuis février 2022 Livraison prévue : juin 2023 <p>Etude de programmation pour la rénovation et la surélévation du groupe scolaire C. Magné :</p> <ul style="list-style-type: none"> Lancement en second semestre 2023 Résultats attendus pour le T4 2023 Travaux de rénovation énergétique et de surélévation (deux phases) : 2025 - 2026
Lien autres programmes et contrats territorialisés	SCOT, SDRIF, Schéma ENRR CDEA, CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	L'évaluation des actions menées se fera au regard du fonctionnement de ces structures et de leur capacité à absorber les habitants supplémentaires de Breuillet.
Conséquence sur la fonction de centralité	La construction de logements est un levier essentiel de redynamisation des territoires. L'adaptation des équipements à l'augmentation de la population est également essentielle afin de prévenir des problématiques futures, des conflits et le recours à des solutions d'urgence inadaptées. La réhabilitation et l'extension des équipements publics forment par ailleurs une opportunité de travailler sur leur efficacité énergétique et de répondre également aux enjeux de la transition énergétique du territoire.

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-149/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

FICHE ACTION N° 11

DEFINITION DE LA STRATEGIE DE REVITALISATION COMMERCIALE

Orientation stratégique	UNE REDYNAMISATION DE NOS COMMERCES DE PROXIMITE
Action nom	Réaliser un diagnostic de l'offre commerciale et lancer une étude pour définir la stratégie de revitalisation commerciale
Action n°	11
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Le diagnostic de l'offre commerciale en centre-ville de Breuillet, mené par la Ville de Breuillet, avait pour objectif de compiler l'ensemble des diagnostics déjà réalisés (SEMAEST, CCI, CMA, ORT...) afin d'appréhender les problématiques de l'offre commerciale à Breuillet et de définir les enjeux de la revitalisation. Ce diagnostic a notamment été complété de rencontres avec l'ensemble des commerçants du centre-ville et d'une enquête auprès des habitants.</p> <p>L'étude lancée à la suite du diagnostic devra permettre de définir la stratégie de revitalisation de l'offre commerciale et de bâtir le plan d'actions à réaliser pour relancer, dynamiser, pérenniser et accompagner dans sa numérisation le commerce de proximité. Elle concerne ainsi une vingtaine de commerces du centre-ville.</p>
Partenaires	<p>Cette étude sera financée à 50 % par la Banque des Territoires après instruction du dossier de la Région Ile de France.</p> <p>Le dossier sera transmis à la Région pour instruction après réception et analyse des offres des candidats.</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	Le budget prévisionnel de l'étude est de 18 950 € dont 50 % seront financés par la Banque des Territoires. Une prise en charge de 4737 €, soit 25 % du montant est envisagée par CDEA.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Le budget prévisionnel de l'étude est de 18 950 € dont 50 % seront financés par la Banque des Territoires. Une prise en charge de 4737 €, soit 25 % du montant est envisagée par CDEA.

Calendrier	<p>Diagnostic de l'offre commerciale : réalisé en 2022</p> <p>La mission de revitalisation a été notifiée en janvier 2023. La réunion de lancement est prévue pour avril 2023.</p> <p>Elle s'étalera sur une durée de 6 mois et sera décomposée en 3 phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enrichissement du diagnostic - Elaboration de la stratégie de revitalisation commerciale - Suivi et appui lors de la mise en œuvre du plan d'actions
Lien autres programmes et contrats territorialisés	DAACL Cœur d'Essonne, SCoT, ORT, CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Les indicateurs de suivi et d'évaluation de l'étude sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi et respect du calendrier de l'étude • Définition d'un plan d'actions opérationnelles et chiffrées inscrites dans un calendrier de mise en œuvre avec hiérarchisation des enjeux • Appui et suivi lors de la mise en œuvre des actions prioritaires <p>Les indicateurs de suivi de la revitalisation commerciale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evolution du taux de vacance commerciale - Diversité de l'appareil commercial du centre-ville - Evolution du nombre de nouveaux commerces - Suivi des commerces en difficultés : nombre d'accompagnements annuels et d'orientation vers la CCI - Mobilisation et gestion du foncier commercial
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>La mise en œuvre d'un plan d'actions pour la revitalisation commerciale du centre-ville permettra de renforcer l'attractivité des commerces de proximité, de consolider l'offre commerciale existante et de la renforcer en implantant de nouveaux commerces adaptés.</p> <p>Associées à un réaménagement de l'espace public permettant d'y développer la convivialité, les actions opérationnelles devront permettre de renforcer la fonction de centralité secondaire de Breuillet au sein de l'agglomération.</p>

FICHE ACTION N° 12

APPELS A PROJET POUR LA REHABILITATION DE LOCAUX VACANTS

Orientation stratégique	UNE REDYNAMISATION DE NOS COMMERCES DE PROXIMITE
Action nom	Lancer un appel à projet pour la restructuration de locaux vacants et l'implantation de commerces et services (Gare Breuillet Village et bâtiment Orange)
Action n°	12
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Il existe sur la commune de Breuillet plusieurs bâtiments vacants et parfois dégradés :</p> <ul style="list-style-type: none"> le local de la gare de Breuillet-Village constitué d'un appartement, du guichet et du hall voyageurs ; le bâtiment Orange, occupé à environ un tiers de sa surface par les équipements téléphoniques. <p>Ces deux bâtiments représentent un fort potentiel pour la ville de Breuillet pour y installer d'une part des services à destination des voyageurs (conciergerie, distributeur de produits locaux...) et d'autre part une pépinière d'entreprise ou encore un espace de coworking.</p> <p>La surface potentielle sur le bâtiment de la gare est de 130 m². Les travaux de réhabilitation à prévoir sont lourds (désamiantage...) et pourraient être pris en charge par Ile de France Mobilité dans le cadre du dispositif Place de la Gare.</p> <p>En ce qui concerne le bâtiment Orange (3 étages), seul un quart du bâtiment est aujourd'hui utilisé par l'entreprise ORANGE. Cette dernière recherche à ce titre un opérateur en capacité de racheter une partie du foncier tout en maintenant l'activité téléphonique de l'entreprise, essentielle pour la commune.</p> <p>Afin de faire connaître le potentiel de ces locaux auprès des porteurs de projet et définir les objectifs généraux attendus, la ville de Breuillet a décidé de lancer des Appels à Manifestation d'Intérêt pour ces deux</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	bâtiments. Ces appels à projets devraient permettre d'identifier des porteurs de projet répondant aux besoins de la commune et de faciliter leur implantation dans ces locaux aujourd'hui vacants et dégradés
Partenaires	<p>Bâtiment de la gare : Ile de France Mobilités et Gares et Connexions</p> <p>Gare et Connexions accompagne la ville de Breuilleville dans le lancement de cet AMI et l'analyse des dossiers recueillis.</p> <p>Ile de France Mobilité accompagnera financièrement les travaux lourds de réhabilitation du bâtiment.</p> <p>Bâtiment Orange : un partenariat à consolider avec Orange en amont de l'AMI</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	La commune ne peut porter en direct la réhabilitation de ces locaux. Le lancement de ces AMI a ainsi pour objectifs de mobiliser les partenaires du projet comme IDFM et les partenaires financiers du porteur de projet, sans investissement de la part de la Ville.
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	<p>AMI Gare : lancement en décembre 2022</p> <p>Janvier 2023 : AMI infructueux</p> <p>Relance IDFM pour accompagnement sur le sujet</p> <p>AMI Bâtiment Orange : courant 2023</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	DAACL, SCoT, CRTE, ORT
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Evolution de la SDP créée pour développer de nouveaux services, commerces de proximité ou entreprises.</p> <p>Implantation sur le territoire de nouveaux services et entreprises.</p>
Conséquence sur la fonction de centralité	La présence de locaux vacants et dégradés en entrée de ville nuit à l'image de la commune et à son attractivité. En revanche, la création d'une conciergerie, d'un espace de coworking ou d'une pépinière d'entreprises au sein du périmètre de revitalisation du territoire permettrait de revitaliser le centre-ville et de renforcer l'attractivité de la commune et son rôle de centralité secondaire.

FICHE ACTION N° 13

MISE EN PLACE D'UN DAACL INTEGRE AU SCOT DE CDEA

Orientation stratégique	UNE REDYNAMISATION DE NOS COMMERCES DE PROXIMITE
Action nom	Mettre en place une protection réglementaire des linéaires commerciaux (DAACL de CDEA) et définition des locaux commerciaux à cibler prioritairement dans le cadre de la foncière commerciale
Action n°	13
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Cœur d'Essonne Agglomération
Description de l'action	<p>La protection du linéaire commercial existant est essentielle pour conserver l'attractivité du centre-ville. Avec une pression foncière forte de la part de promoteurs immobiliers, la mutation de locaux commerciaux vers de l'habitat doit être soigneusement encadrée.</p> <p>Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique lancé par Cœur d'Essonne Agglomération a pour objectifs de réaliser une analyse qualitative et quantitative du commerce sur le territoire, de venir travailler sur l'armature commerciale à l'échelle de l'agglomération et d'identifier les enjeux à travailler dans les différentes polarités.</p> <p>La réalisation de ce travail permettra la production d'un document destiné à identifier les localisations préférentielles du commerce et de la logistique. Il sera annexé au PLU révisé ce qui permettra d'identifier spécifiquement les linéaires commerciaux essentiels pour la ville, à protéger de toute mutation dans les documents d'urbanisme. L'identification dans le cadre du DAACL de rdc d'immeubles pouvant être mutés pour accueillir de nouvelles cellules commerciales en centre-ville sera traduite dans les documents d'urbanisme dans le cadre de la révision générale du PLU.</p> <p>Cœur d'Essonne Agglomération a souhaité créer une foncière commerciale afin de répondre aux enjeux de revitalisation commerciale de l'agglomération. La SORGEM et la Banque des Territoires s'associent ainsi afin d'assurer la maîtrise de locaux commerciaux ciblés et d'y replacer des porteurs de projet cohérents avec le projet de territoire.</p> <p>Breuillet présente plusieurs commerces en difficulté caractérisés également par des locaux dégradés. La Ville a donc défini une liste de</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	locaux prioritaires à intégrer dans la foncière commerciale lancée par CDEA. Ces locaux ciblés seront progressivement acquis par la foncière commerciale à partir du 2 ^e semestre 2023. Après réalisation des travaux de réhabilitation nécessaires, un appel à projets sera lancé pour chacun des locaux afin d'identifier des porteurs de projet pertinents au regard du projet de développement du territoire.
Partenaires	Coeur d'essonne supervise la rédaction du DAACL en partenariat avec les élus et les techniciens de la Ville de Breuillet. La SORGEM et la Banque des Territoires s'associent pour le lancement de la foncière commerciale.
Dépenses prévisionnel/définitif	
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	Phasage opérationnel de rédaction du DAACL : <ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 : Poursuite de l'analyse de la structure commerciale du territoire et ses enjeux (T1 2023) • Phase 2 : Définir l'armature commerciale projetée à 2030 et les orientations de chaque secteur préférentiel identifié dans le SCoT (T2 2023) • Phase 3 : Logistique commerciale • Phase 4 : Définir les recommandations et préconisations d'implantation pour chaque secteur préférentiel (T3 2023) Intégration des recommandations du DAACL dans le PLU : printemps 2023 Définition des linéaires à protéger et des mutations à envisager : Mai-juin 2023 Rédaction de l'OAP Centre-ville avec prise en compte des recommandations du DAACL et identification des linéaires commerciaux : Mars -> Juin 2023
Lien autres programmes et contrats territorialisés	SCOT CDEA, ORT, CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution du nombre de créations, extensions, transformations ou reconversions de surfaces commerciales et artisanales en centre-ville • Evolution du nombre de commerces portés annuellement par la foncière • Durée du portage foncier par locaux commerciaux • Adéquation du repreneur par rapport à la stratégie de revitalisation recherché par la commune
Conséquence sur la fonction de centralité	Le maintien et le développement de l'offre commerciale sur le territoire et notamment sur le centre-ville est essentiel pour renforcer l'attractivité de Breuillet et son rôle de polarité secondaire. Les documents d'urbanisme sont un outil précieux pour assurer la protection des

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-Exp/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	<p>linéaires commerciaux existants et identifier les futurs locaux commerciaux à créer. Le DAACL mené par CDEA est une véritable opportunité d'inscrire durablement les commerces de Breuillet comme structurants pour le territoire.</p> <p>Par ailleurs, accompagner les commerces en difficulté et participer à la réhabilitation des locaux commerciaux et réimplanter des commerces cohérents avec le projet de territoire sont des actions prioritaires pour répondre aux enjeux de la revitalisation commerciale. La maîtrise des locaux ciblés dans le projet de foncière commerciale facilitera cette revitalisation et permettra de renforcer le rôle de polarité secondaire de Breuillet.</p>
--	--

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-lesp/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

FICHE ACTION N° 14

ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE

Orientation stratégique	UNE NATURE QUI REINVESTIT NOS ESPACES PUBLICS
Action nom	Engager des actions en faveur de la biodiversité dans le centre-ville (Végétalisation, atlas de la biodiversité communale, préservation de la trame noire)
Action n°	14
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Réaccueillir la biodiversité sur le territoire de la commune est un enjeu majeur dans la lutte contre l'effondrement de la biodiversité et au-delà, dans la lutte contre le dérèglement climatique.</p> <p>Les actions suivantes sont ainsi envisagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de l'Atlas de la Biodiversité Communale • Diagnostic phytosanitaire de la strate arborée communale • Plantation de 36 arbres sur la commune en 2023 • Végétalisation du centre-ville : une revégétalisation globale des espaces publics associée à une désimperméabilisation • Acupuncture urbaine au travers de la création d'ilots verts en lien avec la déconnexion du réseau pluvial • Préservation de la trame noire • Mesures de diminution de l'éclairage public pour favoriser la biodiversité nocturne • Préservation des berges des rivières de la commune • Mise en œuvre d'une gestion différenciée des espaces verts communaux <p>Ces actions permettront de travailler sur un état des lieux de la biodiversité et sur les actions favorables à sa préservation, à sa reconstitution et à son maintien à long terme.</p> <p>Un travail particulier sera réalisé sur les espèces arbustives favorisant l'avifaune et les insectes ainsi que sur les écosystèmes dans leur ensemble.</p> <p>Une trame noire sera mise en œuvre dans des zones stratégiques (parcs, espaces naturels...) et d'une manière générale, l'extinction de l'éclairage public sera mise en œuvre sur des plages horaires élargies afin de préserver les espèces nocturnes.</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09_DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

Partenaires	OFB, Région Ile de France, Cœur d'Essonne Agglomération, Europe, Conseil Départemental, Agence de l'eau, Syndicat de l'orge			
Dépenses prévisionnel/définitif	Atlas de la Biodiversité Communale : 86 775 € HT			
Plan de financement prévisionnel / définitif	Dépenses		Recettes	
	Frais personnel permanent (1 etp sur 2 ans)	37 500,00 € HT	DSIL 2022	6 000,00 €
	Frais de personnel non permanent (2 stagiaire de 6 mois)	10 000,00 € HT	Office Français de la Biodiversité	33 802,65 €
			Région - Reconquête de la biodiversité	17 320,44 €
	Réalisation de l'atlas de la Biodiversité	39 275,00 € HT	Ville	29 651,91 €
	TOTAL DEPENSES	86 775,00 € HT	TOTAL RECETTES	86 775,00 €
Calendrier	Calendrier d'avancement opérationnel de l'ABC : <ul style="list-style-type: none">• Mars 2023 : démarrage du recensement des données par Urban Eco• Février 2023 : Recrutement du stagiaire• 2023 : réalisation de l'ABC			
Lien autres programmes et contrats territorialisés	CRTE			
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Le suivi de l'action sera réalisé au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none">- Observation d'une augmentation de la biodiversité- Végétalisation plus importante en centre-ville- Suivi dans le cadre de l'ABC			
Conséquence sur la fonction de centralité	La préservation de la biodiversité, la végétalisation du centre-ville et la désimperméabilisation sont des actions étroitement liées qui visent à réaccueillir sur le territoire communale une biodiversité variée, et en constante augmentation. Ces actions s'inscrivent également dans la lutte contre les crises environnementales majeures et répondent ainsi aux enjeux du programme PVD.			

FICHE ACTION N° 15

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME SÉSAME

Orientation stratégique	UNE NATURE QUI REINVESTIT NOS ESPACES PUBLICS
Action nom	Mettre en œuvre le programme Sésame (Identification du foncier potentiel, développement des circuits courts, travail sur la restauration collective)
Action n°	15
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet/CDEA
Description de l'action	<p>Le programme Sésame, priorité du projet de territoire 2030 de Cœur d'Essonne Agglomération, vise à relancer l'activité agricole sur le territoire tout en s'assurant qu'elle ne nuise pas à l'environnement et en développant les circuits courts. Lauréat d'un concours national, le programme Sésame a été labellisé Territoire d'Innovation par l'Etat dans le cadre d'un grand plan d'investissement.</p> <p>Sésame est piloté par l'Agglomération en partenariat avec 50 partenaires publics, privés et associatifs. Ensemble, tous ces acteurs constituent l'Alliance Agricole et Alimentaire (AAA) et travaillent à la construction de nouveaux modèles agricoles et alimentaires. Ces modèles sont expérimentés sur notre territoire et ont vocation à essaimer, ce qui fait de Cœur d'Essonne un véritable territoire pionnier de la transition agricole et alimentaire.</p> <p>La Ville de Breuillet souhaite s'associer au programme Sésame à différents niveaux.</p> <p>Sur la thématique production, Breuillet souhaite implanter sur son territoire une ferme maraîchère en agriculture biologique. Pour mener à bien ce projet, la Ville travaille sur le foncier (identification, acquisition, mutation) avec l'aide de nombreux partenaires (CDEA, SAFER, Chambre d'agriculture).</p> <p>La commune va notamment intégrer dans la révision générale de son PLU la mutation de parcelles en zone A (Quartier du Pont des Gains) afin d'implanter</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	<p>ce projet. Un travail est également engagé avec la SAFER pour le portage foncier de ces parcelles.</p> <p>Breuillet souhaite également développer les circuits courts en permettant aux habitants d'avoir accès aux produits produits sur le territoire. Pour servir cet objectif, la Ville a mis en relation les producteurs de la ferme de l'Envol (première ferme Sésame) et les commerçants de la ville. Il est également projeté de mettre en relation les producteurs du territoire avec les restaurateurs de la Ville.</p> <p>Enfin, pour la thématique restauration collective, Breuillet participe activement aux échanges avec les autres communes de CDEA afin d'identifier les leviers d'action pour développer les circuits courts dans la restauration collective.</p>
Partenaires	Cœur d'Essonne Agglomération, SAFER, EPFIF, Terres de liens, porteurs de projets agricoles
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Portage foncier prévisionnel : 300 000 €</p> <p>Etudes préalables (pollution, forage d'eau...)</p> <p>Communication : Recherche de porteurs de projet</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	En cours d'élaboration
Calendrier	<p>Calendrier d'avancement opérationnel de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2022 : Mise en lien des commerçants avec la ferme de l'envol • 2023 : Révision Générale du PLU et convention d'intervention foncière avec la SAFER (terrains agricoles) et l'EPFIF (maison) • 2024 : Etudes préalables (pollution, forage d'eau, pédologiques...) • 2025 : Implantation de la ferme
Lien autres programmes et contrats territorialisés	Programme Sésame CDEA, ORT, CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Le suivi de l'action sera réalisé au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation d'un porteur de projet de ferme maraîchère sur le territoire - Pérennisation de l'activité maraîchère après 5 ans - Mise en œuvre de circuits courts de distribution sur le territoire de la Ville - Retour sur le nombre de commerçants privilégiant des produits en circuits courts
Conséquence sur la fonction de centralité	Le développement d'une agriculture de qualité, locale et respectueuse de l'environnement ainsi que sa promotion pour un accès au plus grand

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-159/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	<p>nombre sont deux défis futurs auxquelles les collectivités vont devoir répondre.</p> <p>Le programme Sésame est une véritable opportunité pour Breuillet de s'inscrire dans cette démarche et d'engager les grandes transitions de son territoire.</p> <p>En s'inscrivant dans cette démarche prospective et durable, Breuillet répond aux engagements du programme Petites Villes de demain et renforce ainsi son attractivité territoriale.</p>
--	--

FICHE ACTION N° 16

AMENAGEMENT D'UN PARC SUR LE SITE DU PONT DES GAINS

Orientation stratégique	UNE NATURE QUI REINVESTIT NOS ESPACES PUBLICS
Action nom	Aménagement d'un parc dédié à la préservation de la biodiversité et à la restauration d'une zone humide au sein du futur quartier du Pont des Gains
Action n°	16
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Le site du Pont des gains se situe à proximité immédiate d'une ZNIEFF de type II « Vallée de l'Orge de Dourdan à Arpajon et ses affluents ». Les enjeux de réseaux écologiques sont ainsi localisés sur les vallées de l'Orge et de la Rémarde, ainsi que sur les grandes entités boisées (bois du Boulay, bois de Baviile). On relève également un corridor multitrame en contexte urbain présent le long de l'Orge. Les franges nord-ouest du projet sont matérialisées comme une lisière agricole des boisements de plus de 100 ha.</p> <p>Une grande partie du site, correspondant essentiellement à l'emprise de l'ancienne briqueterie, est aujourd'hui imperméabilisée. On y trouve notamment des dalles béton, des voiries bitume et des bâtiments. L'objectif du projet est de désimperméabiliser largement ces emprises, d'y réimplanter de la végétation, des espaces enherbés et des zones de gestion des eaux pluviales de pleine terre et à ciel ouvert.</p> <p>Deux zones humides sont référencées au sud du site pour une surface totale d'environ 237 m² caractérisées sur la base du critère floristique en application du critère alternatif.</p> <p>L'une de ces zones humides se situe à proximité d'un ancien hangar et d'une parcelle imperméabilisée. Dans cette zone, les inondations sont très fréquentes en raison notamment du blocage des eaux par les structures et la voie ferrée. La désimperméabilisation et la gestion des eaux à la parcelle sont ici indispensables pour répondre aux enjeux de gestion des risques et de protection de la biodiversité.</p> <p>Le projet prévoit ainsi de définir les contours de la zone humide et de la reconstituer en favorisant la circulation des eaux, l'infiltration et le maintien en eau au cours des saisons.</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

	<p>Une gestion plus écologique de ces parcelles permettra aux végétations remarquables de zones humides de s'exprimer avec des végétations annuelles des vases exondées. Ces végétations sont considérées comme remarquables en Île-de-France. De plus, en maîtrisant les usages sur ce site, il pourrait potentiellement accueillir une avifaune d'oiseaux d'eau hivernant plus diversifiée.</p> <p>L'ouverture au public du site sera maîtrisée afin que les espaces naturels à enjeux soient conservés ou restaurés. Un diagnostic précis des potentialités écologiques sera effectué préalablement à l'ouverture au public. Il pourra ensuite être déterminé les modalités d'accueil du public et les aménagements nécessaires à mettre en place.</p>
Partenaires	Cœur d'Essonne Agglomération, AESN, Région Ile-de-France, Europe, Conseil Départemental
Dépenses prévisionnel/définitif	Portage foncier prévisionnel : 800 000 € Etudes préalables : 60 000 € Aménagement du parc : 1 827 400 €
Plan de financement prévisionnel / définitif	En cours d'élaboration
Calendrier	Calendrier d'avancement opérationnel de l'action : <ul style="list-style-type: none"> • Automne 2023 -> fin 2023 : lancement des études environnementales sur le site du Pont des Gains (diagnostic écologique, inventaires, analyse hydraulique...) • 2024 : démarrage des travaux d'aménagement du futur parc • 2026 : inauguration du parc
Lien autres programmes et contrats territorialisés	CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Le suivi de l'action sera réalisé au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la gestion des eaux pluviales - Diminution des événements d'inondation - Accueil d'une nouvelle biodiversité et restauration des corridors écologiques
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>Les aménagements en faveur de la biodiversité sont essentiels dans le cadre de la lutte contre l'effondrement de la biodiversité. La restauration et la préservation des zones humides a un double enjeu de gestion des eaux pluviales et de protection de la biodiversité.</p> <p>Des territoires dynamiques se doivent de répondre présents face à ces enjeux.</p>

FICHE ACTION N° 17

CREATION D'UN ESPACE DE VIE SOCIALE EN CENTRE-VILLE

Orientation stratégique	UNE VILLE INCLUSIVE ET UNE OFFRE DE SANTE ACCESSIBLE A TOUS
Action nom	Proposer un espace de vie sociale en centre-ville : développer des actions collectives, des permanences de nos partenaires, un point d'info numérique et y proposer un espace de télémedecine
Action n°	17
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>La résidence intergénérationnelle construite par Nexity a été inaugurée pendant l'été 2022. Cette résidence compte 90 logements dont 52 logements sociaux. Les logements sont prioritairement dédiés aux seniors mais également aux familles. En lien avec cette mixité recherchée, un espace au sein de la résidence a été commandé par la Ville de Breuillet afin d'y installer un espace de vie et de rencontre. Cet espace est actuellement animé par la Ville et l'ADMR qui proposent des ateliers et des animations. Des animations intergénérationnelles y ont également lieu comme du soutien scolaire ou encore des groupes d'aidants.</p> <p>L'objectif est à terme de pérenniser cet espace tout en transférant la gestion à un groupe d'habitants ou à une association, afin de créer un véritable Espace de Vie Sociale, labellisé par la CAF.</p> <p>Ce lieu de centralité, à proximité immédiate de la gare de Breuillet Village, a pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les liens et les solidarités entre générations - Favoriser les actions de prévention « Bien vieillir » et prévenir la perte d'autonomie des seniors - Rompre l'isolement et favoriser le mieux vivre ensemble - Lutter contre la fracture numérique et renforcer l'accès aux droits <p>Des actions collectives y sont organisées (sport, cuisine, ateliers jeux, soutien scolaire, groupes d'aidants familiaux, ateliers prévention santé, ateliers créatifs...).</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

	<p>L'espace est également équipé de bureaux qui permettent d'accueillir des permanences de différents partenaires : UDAF, Conseil Départemental, ACTIOM, conciliateur de justice....</p> <p>Par ailleurs, un espace est dédié à une cabine de télémedecine déployée depuis janvier 2022 sur la commune. Cette cabine de télémedecine a pour objectifs de proposer aux habitants un accès facile et rapide à une consultation médicale dans le cadre d'affections simples.</p> <p>Enfin, un point numérique est également proposé et permet aux Breuilleteois ne disposant pas d'un ordinateur d'effectuer certaines démarches en ligne.</p>
Partenaires	Réseau Francophone Villes Amies des Aînés, CAF, Bailleur social 3 F, ADMR, Nexity, Conseil Départemental, ACTIOM, Conciliateur de justice, associations locales, MEDADOM, UDAF, Cœur d'Essonne Agglomération, PRIF, etc...
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Charges courantes de fonctionnement : 36 000 €</p> <p>Masse salariale : 150 000 €</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	<p>Fonds d'appui pour les territoires innovants seniors : 10 000 €</p> <p>Sollicitation de la CAF pour labelliser à moyen terme cet espace en un Espace de Vie Sociale</p>
Calendrier	<p>Octobre 2022 : Démarrage des activités à l'ouverture de la semaine bleue</p> <p>Premier trimestre 2023 : Montage des dossiers de subvention, notamment pour l'agrément EVS de la CAF</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	CRTE, ORT
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de partenaires accueillis chaque année à Parenthèse - Nombre de nouvelles personnes fréquentant la structure chaque année - Nombre d'actions collectives réalisées chaque année dans la structure
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>La prise en compte du vieillissement de la population et le développement d'actions en faveur de la solidarité inter générationnelle sont essentiels pour maintenir l'esprit de cette petite ville entre ville et campagne et pour créer de véritables synergies entre les habitants.</p> <p>Par ailleurs répondre à la demande croissante en logements pour les seniors tout en leur permettant de conserver un dynamisme au travers des activités proposées et de recréer des liens au contact d'une</p>

	population plus jeune est essentiel pour renforcer l'attractivité de Breuillet.
--	---

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-165/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

FICHE ACTION N° 18

CREATION D'UNE RESIDENCE SENIORS ET DE LOGEMENTS INCLUSIFS

Orientation stratégique	UNE VILLE INCLUSIVE ET UNE OFFRE DE SANTE ACCESSIBLE A TOUS
Action nom	Créer une résidence pour les séniors en cœur de ville et proposer des logements inclusifs
Action n°	18
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	A définir
Description de l'action	<p>Face au vieillissement de sa population, Breuillet se doit de répondre à une demande croissante en logements adaptés aux seniors. Le site du Pont des Gains et son Ecoquartier sont propices à l'implantation d'une résidence seniors ainsi que de logements inclusifs dédiés aux personnes en situation de handicap. En effet, il existe une demande croissante dans cette typologie de logements qui s'inscrit parfaitement dans le caractère durable du futur quartier en prenant en compte les enjeux sociaux. La ville a donc défini dans la programmation de son projet d'aménagement d'EcoQuartier du Pont des Gains la réalisation de logements inclusifs et dédiés aux séniors. La Ville travaille actuellement avec des porteurs de projet pour la création d'une résidence pour séniors autonomes, associée à une Maison d'Assistants Maternelles, dans un cadre vert et naturel, sur le site du Pont des Gains.</p> <p>Par ailleurs, la ville souhaite ouvrir d'avantage accès au logement aux personnes en situation de handicap. A ce titre, elle est en cours de conventionnement avec l'AAPISE pour la mise à disposition d'un appartement communal de 4 pièces qui sera mis à disposition de personnes en situation de handicap ou de fragilité sociale.</p> <p>L'AAPISE mettra en place un chantier d'insertion pour la rénovation de l'appartement et la commune mettra à disposition avec un loyer modéré le logement auprès de l'AAPISE qui assurera les attributions en 2023.</p>
Partenaires	AAPISE, CCAS, futur opérateur du Pont des Gains, Conseil Départemental, ARS...
Dépenses prévisionnel/définitif	Rénovation de l'appartement communal : 7 000 €
Plan de financement prévisionnel / définitif	<p>Recettes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loyers mensuels de l'AAPISE à la commune de Breuillet (500 €/mois à partir de janvier 2024)

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

Calendrier	<p>Résidence inclusive : L'ancienne friche industrielle du Pont des Gains va être réaménagée afin de proposer un quartier de logements, commerces et services. Les travaux de dépollution et démolition commenceront en janvier 2023.</p> <p>A l'issue de ces travaux, des travaux d'aménagement du site débuteront en 2024 pour se poursuivre sur la construction des premiers logements en 2025. Les premières livraisons de logements sont attendues en 2026 ou 2027.</p> <p>Appartement communal inclusif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Semestre 1 2023 : Travaux de rénovation – chantier d'insertion de l'AAPISE et convention avec l'AAPISE et instauration du bail
Lien autres programmes et contrats territorialisés	CRTE
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Les indicateurs de suivi seront le décompte d'arrivée de nouvelles personnes sur la commune en recherche d'un logement inclusif. Une attention particulière sera également apportée sur les grands logements anciens qui pourraient être libérés à la livraison des logements destinés aux seniors.
Conséquence sur la fonction de centralité	Répondre à la demande croissante en logements adaptés au vieillissement et au handicap est un véritable enjeu pour Breuillet afin de maintenir la population actuelle et de montrer une véritable volonté de répondre aux enjeux sociaux de la ville de demain. Cette capacité à s'adapter à la demande, voire à l'anticiper permettra de renforcer l'attractivité de la ville.

FICHE ACTION N° 19

RENFORCER L'ACCÈS AUX SOINS ET FACILITER L'IMPLANTATION DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Orientation stratégique	UNE VILLE INCLUSIVE ET UNE OFFRE DE SANTÉ ACCESSIBLE A TOUS
Action nom	Renforcer l'accès aux soins et faciliter le regroupement de professionnels de santé et de services de proximité en centre-ville
Action n°	19
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>La Ville de Breuillet est face à deux problématiques majeures : le vieillissement de sa population d'une part et la désertification médicale d'autre part, avec le départ en retraite de plusieurs médecins et le faible nombre de praticiens souhaitant s'implanter sur la commune. Elle est inscrite par l'Agence Régionale de Santé comme « zone d'intervention prioritaire » en termes de médecins généralistes.</p> <p>Afin de valoriser la commune et de la rendre plus attractive pour des médecins, il est prévu de construire, dans le cadre du projet d'EcoQuartier du Pont des Gains, un cabinet médical permettant l'installation de plusieurs médecins généralistes et spécialistes. Conserver et développer l'accès aux soins pour les habitants est en effet une volonté politique majeure à Breuillet.</p> <p>La société Orange dispose d'un bâtiment situé en entrée de ville n'étant pas pleinement utilisé. A ce titre, la commune souhaiterait lancer en partenariat avec l'entreprise ORANGE un appel à manifestation d'intérêt auprès d'un opérateur qui pourrait réhabiliter cet immeuble en lui donnant une identité santé type « maison de santé » et avec le développement de services de proximité (aide à la personne...). La commune inscrira de facto dans la programmation urbaine du quartier du Pont des Gains la réalisation d'une maison de santé.</p> <p>Ce bâtiment est également propice au développement économique avec l'implantation d'une pépinière d'entreprises.</p>
Partenaires	ARS, société ORANGE, Conseil Régional, Cœur d'Essonne Agglomération, CCI,
Dépenses prévisionnel/définitif	Budget à définir

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	<p>Le Pont des Gains, nouveau quartier de Breuillet, à haute valeur environnementale verra le jour à partir de 2026.</p> <p>T2 2023 : Préparation de l'AMI avec la société ORANGE</p> <p>T3 2023 : Rencontre de professionnels de santé et définition de la dynamique de projet</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	CRTE, ORT
Indicateurs de suivi et d'évaluation	<p>Maintien des médecins déjà implantés sur la commune (2)</p> <p>Développement d'un cabinet médical avec l'implantation de nouveaux médecins généralistes (nombre de nouveaux médecins implantés sur le territoire)</p>
Conséquence sur la fonction de centralité	Le maintien de l'accès aux soins sur la commune est essentiel pour maintenir et rassurer la population et pour renforcer l'attractivité de la ville et son rôle de centralité secondaire.

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2023

Application agréée E-169/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

FICHE ACTION N° 20

RECENSEMENT, RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE COMMUNAL

Orientation stratégique	UNE VALORISATION DE NOTRE PATRIMOINE
Action nom	Recensement, restauration et mise en valeur du patrimoine communal
Action n°	20
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>La Ville de Breuillet possède un nombre important d'ouvrages patrimoniaux (église, moulins, lavoirs, ponts, Frise du Travail...). Afin de conserver ce patrimoine témoin du passé de Breuillet, la municipalité souhaite travailler sur ce patrimoine et le valoriser pour en faire une véritable attractivité.</p> <p>L'action se déroulera ainsi en plusieurs étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recensement des ouvrages intéressants avec l'appui de l'Architecte des Bâtiments de France (visite prévue le 15 décembre 2022) et identification des ouvrages à classer • Point sur les restaurations, entretiens et réparations à prévoir pour ces ouvrages • Identification des appuis financiers mobilisables dans le cadre de la restauration du patrimoine communal • Restauration et mise en valeur des ouvrages • Création de circuits touristiques et d'événements autour de ce patrimoine. <p>Par ailleurs, un travail de restauration de la toiture de l'église et de son parvis est envisagé dès 2024</p>
Partenaires	<p>UDAP : l'ABF accompagne la commune pour l'identification du patrimoine intéressant et éventuellement à classer</p> <p>Association Les Amis de la Frise du Travail</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	Travaux HT de l'Eglise : 150 000 €
Plan de financement prévisionnel / définitif	Recettes : DRAC, Département

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

09-DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

Calendrier	<p>Calendrier prévisionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décembre 2022 : tour de ville avec l'ABF pour identifier le patrimoine communal • Printemps 2023 : création de fiches pour chaque ouvrage identifié afin de préciser son état, son intérêt, ses besoins en restauration et les objectifs d'intégration dans des circuits touristiques et/ou dans des événements • Année 2024 : restauration, réparation et mise en valeur des ouvrages le nécessitant (Eglise déjà identifiée) • Année 2025 : lancement de circuits touristiques et d'événements autour de ce patrimoine
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>La mise en valeur du patrimoine communal ancien est essentielle pour renforcer l'attractivité touristique de la ville. En effet Breuillet dispose de nombreux ouvrages qui témoignent de son rôle passé majeur. Dotée de rivières, Breuillet était en effet un site propice pour l'implantation de nombreux moulins ce qui lui conférait un rôle fort de centralité.</p>

FICHE ACTION N° 21

RESTAURATION DE L'ŒUVRE EN CERAMIQUE LA FRISE DU TRAVAIL

Orientation stratégique	UNE VALORISATION DE NOTRE PATRIMOINE
Action nom	Restaurer l'œuvre en céramique La Frise du Travail
Action n°	21
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>Ce haut-relief fut réalisé pour l'exposition universelle de 1900 à Paris. Il était un élément de décoration de la porte monumentale conçue par l'architecte René Binet. Il fut réalisé par le sculpteur Anatole Guillot et le céramiste Louis Müller.</p> <p>Réalisé en grès, dans un style très réaliste, ce haut-relief de 8m de long et 2m de haut « ...sera la glorification des ouvriers de l'exposition, de tous ces braves mais obscurs collaborateurs de la grande œuvre de 1900 ». Après l'exposition, Louis Müller entrepose la frise du travail dans ses ateliers de la grande tuilerie à Ivry-sur-Seine.</p> <p>Son successeur, Camille Bériot, fait construire en 1922, une briqueterie à Breuillet et achète le moulin Hutteau et son parc. Bien des années plus tard, le directeur de cette usine, monsieur Moessner, fait aménager le parc qu'il ouvre au public avec le projet d'un théâtre de plein air. Jacques Bériot, le successeur de Camille Bériot fait don de ce haut-relief qui est réassemblé et installé dans le parc du moulin. Jusqu'en 1975, petits et grands vont profiter de ce parc.</p> <p>Mais cette année-là voit la fermeture du parc : la frise du travail tombe dans l'oubli...jusqu'en 1998 où la commune fait l'acquisition du moulin et de son parc. En mars 1999, la direction de la conservation des antiquités et objets d'arts, inscrit ce haut-relief à l'inventaire supplémentaire.</p> <p>Selon l'étude faite récemment par le restaurateur Monsieur Ilerena, il en ressort que ce haut-relief est dans un bon état de conservation structurel mais il manque des éléments (têtes, bras, mains...). Il existe des fissures sur l'arrière du monument et présence de nombreuses fentes de cuisson. On aperçoit également les cassures collées et non recollées des fragments d'éléments.</p> <p>La surface de l'édifice souffre de son exposition en plein air depuis de nombreuses années et la protection actuelle est insuffisante de par sa dimension. On note également la présence d'« une croûte noire »</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

Le 04/07/2023

Application agréée e-legalite.com

99-DE-091-210101052-20230028-2023II11-DE

	<p>consécutive a la pollution atmosphérique ; on observe des attaques biologiques (lichen) et la présence de végétaux, d'insectes, de déjections... ainsi que des joints au ciment débordants sur les surfaces (vers 1963).</p> <p>La frise du travail se trouve dans le parc Moessner, un parc de près de 3 ha ouvert au public dans les années 50. Ce parc est un espace partiellement boisé, à proximité du centre-ville, de la gare RER et du centre culturel. Il accueille déjà des manifestations et a vocation à en accueillir un plus grand nombre : concerts, expositions, fête annuelle de la ville, courses et rallyes, ... dans ce contexte, la restauration et la mise en valeur de la frise du travail sont des éléments essentiels pour que le patrimoine historique, social et culturel que cet ouvrage représente obtienne la visibilité et l'écho qu'il mérite.</p>
Partenaires	Association Les amis de la Frise du Travail, la Fondation du Patrimoine, la DRAC, Bâtiment de France, Conseil Départemental,
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Coût des travaux de la restauration : 100 538 € HT et 120 645.6 TTC</p> <p>Part communale : 25 000 € HT</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	<p>La ville de Breuillet s'est engagée à investir 25 000 € dans le projet de restauration de l'ouvrage.</p> <p>Les subventions supplémentaires attendues sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DRAC : 15 000 € - Région : 20 000 € - Département : 20 000 € <p>Le reste du coût va être récolté sous la forme de dons avec l'appui de la Fondation du Patrimoine : 40 645.6 €</p>
Calendrier	<p>Lancement de la campagne de collecte de dons avec La Fondation du Patrimoine : juin 2023</p> <p>Démarrage des travaux de restauration : début 2024 pour une durée d'1 an</p> <p>Juin 2024 : fil rouge de l'année Breuillet 1900 avec plusieurs expositions et conférences et une fête 1900 organisée dans le parc Moessner (habits d'époque, exposition sur les métiers anciens, musique ancienne, exposition de voitures anciennes, conférence sur l'art en 1900...)</p>
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Restauration de l'œuvre menée à son terme
Conséquence sur la fonction de centralité	Le patrimoine est un élément majeur pour créer une activité touristique et faire connaître la Ville de Breuillet au-delà de ses frontières. La restauration de cet ouvrage ancien est une première action en faveur d'un développement de l'intérêt patrimonial de la ville. Les actions

	menées viendront renforcer la visibilité de la commune et sa fréquentation et in fine son rôle de centralité secondaire.
--	--

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-1794/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023II11-DE

FICHE ACTION N° 22

MUTUALISATION DES EQUIPES DE POLICE MUNICIPALE

Orientation stratégique	UNE SECURISATION DE NOS ESPACES PUBLICS		
Action nom	Mutualiser les équipes de Police Municipale avec la ville de Bruyères-le-Châtel		
Action n°	22		
Statut	Engagée		
Niveau de priorité	Médian		
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet/Ville de Bruyères-le-Châtel		
Description de l'action	<p>Afin de renforcer l'action de la police municipale sur le territoire, une mutualisation avec la ville voisine de Bruyères le Châtel a été réalisée.</p> <p>Cette mutualisation permet notamment de partager les coûts de personnel et d'équipement tout en renforçant les équipes sur le terrain.</p> <p>En effet cette mutualisation a permis le recrutement d'un nouvel agent portant ainsi à 4 le nombre de policiers municipaux. Le passage de 3 à 4 permet une meilleure flexibilité des équipes. Il a ainsi été possible de proposer des plages horaires de travail étendues, s'adaptant mieux à la vie et aux besoins de la ville.</p> <p>Cette mutualisation a également permis l'acquisition d'un véhicule supplémentaire, permettant à deux équipes de patrouiller en même temps si nécessaire.</p> <p>Cette mutualisation a également permis l'acquisition de 2 caméras piéton et de gilets pare-balles pour faciliter le travail des policiers municipaux et sécuriser leurs interventions.</p>		
Partenaires	Région Ile de France (Bouclier de sécurité) Dépôt d'un dossier FIPD 2023		
Dépenses prévisionnel/définitif	Coûts des acquisitions : 31 581.39 €		
Plan de financement prévisionnel / définitif	Dépenses		Recettes
	Mutualisation de la Police Municipal avec la commune de Bruyères-le-Châtel		
	Acquisition de 2 caméra piétons	597,80 € HT	Etat - FIPD 2022 Projets d'équipement des polices municipales 429,00 €
	Acquisition d'un gilet pare-balles	593,34 € HT	Région ile de France Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics 9 360,00 €

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 le 04/07/2023

Application agréée F-legalite.com

99-DE-091-210101052-20230028-2023II11-DE

			Région Ile de France	5 377,00 €
	Acquisition d'un véhicule de Police Municipale	30 390,25 € HT	Ville	16 415,39 €
	TOTAL DEPENSES	31 581,39 € HT	TOTAL RECETTES	31 581,39 €
Calendrier				
Lien autres programmes et contrats territorialisés	CRTE, ORT			
Indicateurs de suivi et d'évaluation	L'évaluation sera réalisée en constatant une meilleure présence de la Police Municipale, une meilleure réactivité et une population rassurée.			
Conséquence sur la fonction de centralité	<p>La sécurisation des espaces publics est essentielle pour développer un cadre de vie agréable et attractif pour les habitants. La revitalisation du centre-ville dépend de cette capacité à définir un espace de vie agréable et sécurisé, facilitant le commerce de proximité et la flânerie dans l'espace urbain.</p> <p>Les moyens alloués à la police municipale permettent notamment de renforcer leur présence sur le terrain ce qui rassure les habitants ainsi que d'être plus présents auprès des commerçants et dans des actions de prévention.</p>			

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-176/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

FICHE ACTION N° 23

RENFORCER LA VIDEOPROTECTION DES ESPACES PUBLICS

Orientation stratégique	UNE SECURISATION DE NOS ESPACES PUBLICS
Action nom	Renforcer la vidéoprotection de nos espaces publics et renouveler progressivement le parc avec des équipements infrarouge
Action n°	23
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet
Description de l'action	<p>L'audit du système de vidéoprotection, réalisé par Spie en 2018, a mis en évidence de nombreuses non-conformités au niveau du poste informatique, du réseau de transmission hertzien et des caméras. De plus, l'extinction de l'éclairage public nécessite des caméras infra-rouges. La remise à niveau de l'ensemble du système est donc nécessaire. Elle comportera le remplacement des antennes hertziennes afin de mettre en conformité les fréquences d'émission, le remplacement des caméras obsolètes, au nombre de 25.</p> <p>En complément, une caméra nomade a été acquise afin de compléter la surveillance sur des secteurs stratégiques. La fonctionnalité nomade permet de positionner cette caméra successivement sur plusieurs zones préalablement définies.</p>
Partenaires	<p>Région Ile de France (bouclier de sécurité)</p> <p>Dépôt d'un dossier FIPDR 2023</p>
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Vidéoprotection : 25 000 € par an pendant 4 ans</p> <p>Caméra nomade : 15 777,92 €</p>
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	Déploiement progressif sur 4 ans du nouveau système de vidéoprotection
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	
Conséquence sur la fonction de centralité	La sécurisation des espaces publics est essentielle pour développer un cadre de vie agréable et attractif pour les habitants. La revitalisation du centre-ville dépend de cette capacité à définir un espace de vie agréable

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE

Le 04/07/2023

Application agréée e-legalite.com

99-DE-091-210101052-20230028-2023II11-DE

	et sécurisé, facilitant le commerce de proximité et la flânerie dans l'espace urbain.
--	---

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-179/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

FICHE ACTION N° 24

SECURISER L'ESPACE PUBLIC ET PREVENIR LES RISQUES

Orientation stratégique	UNE SECURISATION DE NOS ESPACES PUBLICS
Action nom	Sécuriser le domaine public : prévention des risques naturels, sécurisation des passages piétons, passages à niveau, intersections...
Action n°	24
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Breuillet/Cœur d'Essonne
Description de l'action	<p>Afin d'encourager et de sécuriser la mobilité piétonne sur le territoire, l'action prévoit la sécurisation de passages piétons avec la mise en œuvre d'une signalétique lumineuse spécifique permettant une meilleure visibilité de la zone de traversée et des piétons.</p> <p>La sécurisation des espaces publics comporte également une part de prévention des risques naturels comme les inondations et le phénomène d'ilots de chaleur urbain qui sont deux risques majeurs à Breuillet. La commune souhaite combiner plusieurs leviers pour faire face à cette problématique d'inondations par ruissellement et par débordement : désimperméabilisation des sols (cf. fiche action relative à la nature en ville, entretien des berges et des fossés, maîtrise du développement urbain en révisant le règlement du PLU, restauration des zones humides, etc..)</p> <p>La Ville de Breuillet est marquée par l'existence de 4 passages à niveau sur son territoire. La sécurisation des passages à niveau est donc un enjeu majeur pour Breuillet. La mise en place de doubles barrières associées à un radar ont permis de sécuriser le passage à niveau du centre-ville. Il constitue malgré tout un point noir de l'espace public, en générant des embouteillages et des nuisances dans le centre-ville.</p> <p>La commune a par ailleurs connu une densification importante de son centre-ville ces dernières années générant des flux supplémentaires sur le PN30. Au-delà de son enclavement, l'impasse des Clozeaux a accueilli en moins de 3 ans un programme immobilier de 90 logements, un équipement public et un programme de 11 logements. Ainsi, la ville souhaite actualiser les études de flux et d'aménagement de ce passage à niveau en partenariat resserré avec le Conseil Départemental et la SNCF.</p> <p>L'interdiction de circulation des poids lourds sur le PN 30 ainsi que sur la rue de la gare et la rue du pavé devra également être étudiée pour apaiser la circulation dans le centre-ville et sécuriser les piétons.</p>

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
 Le 04/07/2023

Application agréée F-legalite.com

99-DE-091-210101052-20230028-2023II11-DE

	<p>Engager une réflexion sur la mise en place d'une zone de rencontre limitée à 20km/heure au sein de la grande rue, ouverte à tous les modes de déplacement mais où les piétons sont prioritaires. La ville engage sur le sujet la réalisation d'un plan guide de son centre-ville par le CAUE afin de sécuriser la place du piéton dans son centre-ville.</p> <p>Enfin, la ville a engagé la mise à jour de son PCS ainsi que sa traduction au sein du DICRIM.</p> <p>Au 1^{er} semestre 2023, un exercice de crise est organisé avec le SYORP</p>
Partenaires	Cœur d'Essonne (sécurisation des passages piétons), Conseil Départemental, SNCF, Syndicat de l'Orge, Préfecture, CAUE, SYORP, SDIS
Dépenses prévisionnel/définitif	<p>Lutte contre les inondations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien des berges (Syndicat de l'Orge) - Entretien des fossés (à définir) <p>Sécurisation du passage à niveau n°30 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes de flux et d'aménagement du passage à niveau (Conseil Départemental) <p>Circulation apaisée en centre-ville :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude – Plan guide CAUE : 1 500 €
Plan de financement prévisionnel / définitif	Etude de réaménagement et de renaturation du CAUE : 1 500 €, pris en charge en totalité par la Ville
Calendrier	2023-2026
Lien autres programmes et contrats territorialisés	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de déplacement - Plan de prévention des risques inondations
Indicateurs de suivi et d'évaluation	
Conséquence sur la fonction de centralité	Une circulation apaisée en centre-ville permettra de répondre aux attentes des habitants de réinvestir leur centre-ville et de s'y promener en toute sécurité. Ce travail sera réalisé en partenariat avec les commerçants et les habitants car il s'agit d'un projet pour tous, ce qui permettra de fédérer les habitants autour du projet et de renforcer ainsi le rôle de centralité de Breuillet.

Annexe 4 – Maquette financière 2023

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-lega/89.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

MAQUETTE FINANCIERE ANNUELLE

RELATIVE AU PROGRAMME PETITES VILLES DE DEMAIN

POUR LA COMMUNE DE BREUILLET

ANNEE 2023

Au titre de l'année budgétaire 2023, sur la base des actions programmées de la convention cadre, la maquette financière annuelle prévisionnelle précise les financements prévus en début de chaque année :

Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part Etat	Part autres financeurs (et nom des financeurs)	Précisions sur niveau de validation pour chaque financeur
Fiche action 1 – Requalification de la friche industrielle du Pont des Gains - Etude urbaine SORGEM - Etude de programmation	Ville de Breuillet	100 000 € HT 37 230 € HT	50 000 € 37 230 € HT		EPFIF : 50 000 €	

<p>Fiche action 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude urbaine de réaménagement et de renaturation du centre-ville - Etude de programmation de réaménagement - Travaux de désimperméabilisation et de revégétalisation du centre-ville et du parking Fleury en cœur de ville - Travaux de renaturation, de désimperméabilisation et de réaménagement du centre-ville 	Ville de Breuillet	1 500 €	1 500 €		AMI Ile de France Nature : 70 000 €	Dossier déposé
	Ville de Breuillet	80 000 € HT	809 400 €		Agence de l'eau : 107 500 €	Demande à réaliser
	Ville de Breuillet	250 000 €		DSIL 2022 : 20 000 €	Région Ile de France : 200 000 € Conseil Départemental : 200 000 €	Demande à réaliser
	Ville de Breuillet	2 350 000 €		Fonds vert : 1 311 100 €		Demande à réaliser
Fiche action 3 – Etude pré-opérationnelle OPAH-RU	Ville de Breuillet	Montant 2023 après facturation en 2022 : 36 003.75 € HT	9 001.75 €		ANAH : 18 002 € BDT : 9 000 €	ANAH : subvention validée BDT : subvention validée

Fiche action 4 – Etude circulation, trafic et mobilités menée par le CEREMA dans le cadre de leur accompagnement	Ville de Breuillet	36 000 € HT sur 3 ans avec un acompte de 30 % (10 800 € HT) la première année	2 160 € HT	4 320 € HT	CEREMA : 4 320 € HT	Convention signée
Fiche action 6 – Développement de la mobilité cyclable	Ville de Breuillet	Achat de vélos électriques : 4 146 € HT	2 146 € HT		Région Ile de France : 2 000 €	
Fiche action 7 – Déploiement de bornes de recharge électrique	Ville de Breuillet	15 000 € HT	2 500 € HT		SMOYS : 12 500 € HT	Adhésion de la commune au SMOYS (janvier 2023)
Fiche action 8 – Travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics	Ville de Breuillet	2 530 000 € HT	830 000 €	DSIL 2023 : 1 000 000 € Fonds Vert : 500 000 €	Conseil Régional IDF (CAR) : 350 000 € Agence nationale du sport : 50 000 €	Demande à réaliser Demande à réaliser
Fiche action 10 : Dimensionnement de nos équipements publics suite à la transformation de la friche industrielle du pont des gains en un EcoQuartier	Ville de Breuillet	3 150 000 € HT	1 150 000 €	DETR 2023 : 200 000 € Fonds Vert : 500 000 €	Conseil Régional IDF (CAR) : 650 000 € Conseil Départemental de	Demande à réaliser Demande à réaliser

<ul style="list-style-type: none"> - Rénovation thermique et surélévation du bâtiment Petits Lutins du GS Camille Magné - Extension du Restaurant scolaire 					l'Essonne : 650 000 €	
Fiche action 9 : Développement des énergies renouvelables	Ville de Breuillet	Géothermie groupe scolaire C. Magné : 1 360 000 TTC	615 536 €		Région : 128 448 € Département : 200 000 € Adème : 192 930 €	Subventions notifiées
Fiche action 11 – Mission de définition de la stratégie de revitalisation commerciale	Ville de Breuillet	18 950 € HT	4 737.5 €		BDT : 9 475 € CDEA : 4 737.5 €	BDT : dossier validé CDEA : convention en cours de préparation
Fiche action 14 – Actions en faveur de la biodiversité : - Atlas de la biodiversité communale	Ville de Breuillet	86 775 € HT (y/c frais de personnel)	29 651.91 €	DSIL 2022 : 6 000 €	Région IdF : 17 320.44 € OFB : 33 802.65 €	
Fiche action 17 – Création d'un espace de vie sociale	Ville de Breuillet	186 000 € par an (coûts de fonctionnement)			Fonds d'appui pour les territoires innovants seniors : 10 000 € CAF : en attente	Subvention notifiée

						Préparation du dossier de demande de subvention
Fiche action 21 – Restauration de l’œuvre en céramique La Frise du Travail	Ville de Breuillet	100 538 € HT	25 000 €		DRAC : 30 000 € Région : 20 000 € Département : 20 000 € Dons privés (Fondation du patrimoine) : 5 538 €	Dossiers de demande de subventions à réaliser
Fiche action 23 - Renforcer la vidéoprotection de nos espaces publics et renouveler progressivement le parc avec des équipements infrarouge	Ville de Breuillet	90 000 €	72 000 €		Région : 14 737 €	

Total crédits Etat sollicités par type de crédits	Plan de relance	FNADT	DETR	DSIL 2023	Volet territorial du CPER	Autres : Fonds Vert	Autres : Cerema
			200 000 €	1 000 000 €		2 311 000 €	4 320 €

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53



99_DE-091-219101052-20230628-20231111-DE

Annexe 5 – Banque des territoires

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-REG.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE

Annexe 6 – Cartographie des actions

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h53

REÇU EN PREFECTURE
le 04/07/2023

Application agréée E-REG.com

99_DE-091-219101052-20230628-2023III11-DE